



Commission du Développement durable

Procès-verbal de la réunion du 09 novembre 2017

Ordre du jour :

1. 7065 Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant :
 1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds de route ;
 2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
 3. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain- Rapporteur : Madame Josée Lorsché
- Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

2. Divers

*

Présents : Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Gilles Baum, M. Yves Cruchten, M. Emile Eicher, M. Georges Engel, M. Max Hahn, M. Aly Kaes, M. Marc Lies, Mme Josée Lorsché, M. Roger Negri, M. David Wagner

M. André Bauler, remplaçant M. Gusty Graas
M. Gilles Roth, remplaçant M. Marco Schank
M. Roberto Traversini, remplaçant M. Henri Kox

M. Claude Lamberty, M. Claude Wiseler, observateurs

M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures

Mme Renée Hostert, M. Matteo Lorito, M. Frank Vansteenkiste, du Ministère du Développement durable et des Infrastructures

M. Frank Goeders, M. Fabio Ottaviani, du Ministère de l'Intérieur

Mme Rachel Moris, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Gusty Graas, M. Henri Kox

*

Présidence : Mme Josée Lorsché, Présidente de la Commission

*

- 1. 7065 Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant:**
1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds de route;
2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;
3. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Sur base du tableau synoptique repris en annexe du présent procès-verbal, les membres de la Commission examinent l'avis complémentaire du Conseil d'État datant du 24 octobre 2017.

À noter que le groupe parlementaire CSV décide de s'abstenir lors de tous les votes concernant les articles du projet de loi sous rubrique, étant donné qu'il estime ne pas avoir bénéficié d'un temps de préparation suffisant, alors que la documentation en vue de la préparation de la présente réunion n'a pu être fournie que la veille.

*

L'amendement 1 portant sur l'article 1^{er} avait pour objet de tenir compte des remarques du Conseil d'État qui demandait, sous peine d'opposition formelle, de reformuler l'article et d'y préciser, pour tous les domaines potentiellement touchés par des PDS ou POS, les principes et les points essentiels des cas visés par les auteurs, tout en veillant à ce que le dispositif soit rédigé de manière précise, concise, claire et intelligible.

Le Conseil d'État peut s'accommoder du nouveau paragraphe 1^{er}. Il constate cependant qu'à l'alinéa 2, le début de phrase « à travers les moyens énumérés à l'article 2, paragraphe 2... » est équivoque, sachant que la formulation « moyens énumérés » vise en fait les instruments du plan directeur sectoriel et du plan d'occupation du sol dont il est question à l'article 2, paragraphe 2, et non pas l'énumération qui suit. Le Conseil d'État suggère d'écrire : « À travers les instruments du plan directeur sectoriel et du plan d'occupation du sol, définis respectivement aux articles 9 à 11 et 15 à 17, l'aménagement du territoire oriente et concentre... » et de supprimer la référence aux articles précités dans le cadre du paragraphe 2. Les membres de la Commission décident de ne pas suivre la proposition du Conseil d'État afin de ne pas restreindre la portée du texte aux seuls PDS et POS. Le libellé du paragraphe 1^{er} restera donc inchangé :

« (1) La politique de l'aménagement du territoire vise à garantir le respect de l'intérêt général en assurant à l'ensemble de la population des conditions de vie optimales.

À travers les moyens énumérés à l'article 2, paragraphe 2, l'aménagement du territoire oriente et concentre le développement territorial aux endroits les plus appropriés du territoire national, le tout dans une optique de développement durable.

Il procède à l'observation et au suivi de l'évolution territoriale et veille à la coordination des politiques sectorielles communales, intercommunales, nationales, transfrontalières et internationales ayant une répercussion sur le développement territorial.

Dans ce cadre, il veille à une utilisation rationnelle du sol et incite les communes à développer des stratégies communes. »

En ce qui concerne le paragraphe 2, le Conseil d'État émet les remarques qui suivent :

- Il suggère de fusionner les points 1° et 2° et d'écrire : « 1° définir, réaliser et réaménager des projets d'infrastructures de transport ainsi que les installations nécessaires au bon fonctionnement de celles-ci ; ». La Commission fait sienne cette proposition.
- Au point 3° (nouveau point 2°), il propose d'écrire : « 2° protéger les particuliers contre le bruit ». La Commission fait sienne cette proposition.
- Au point 8° (nouveau point 7°), il estime que la formulation « structures urbaines compactes » mérite d'être clarifiée et que le terme « endiguer » est imprécis. Il suggère d'écrire : « 7° créer des structures urbaines compactes en interdisant localement la création d'espaces bâtis contigus ou tentaculaires sous forme de bandes continues ». La Commission note que la proposition du Conseil d'État ne reflète pas totalement le contenu du plan sectoriel « Paysages » et décide d'introduire la notion de « nouveaux îlots urbains ». Le nouveau point 7° se lira donc comme suit : « 7° créer des structures urbaines compactes en interdisant localement la création de nouveaux îlots urbanisés et d'espaces bâtis contigus ou tentaculaires sous forme de bandes continues ; ».
- Au point 10° (nouveau point 9°), le Conseil d'État demande de supprimer le début de phrase et d'écrire : « 9° réduire les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, en organisant la séquestration naturelle de carbone ; ». La Commission fait sienne cette proposition.
- Le point 11°, de même que les points 15° et 22°, sont à supprimer, car ils sont plutôt à considérer comme des déclarations d'intention politique. La Commission fait siennes ces propositions.
- En ce qui concerne les points 12° à 14° (nouveaux points 10° et 11°) le Conseil d'État demande d'écrire :
 - « 10° reconvertir des friches industrielle...
 - 11° définir des terrains destinés à accueillir des zones d'activités nationales et régionales, industrielles et artisanales ; »
 S'il est donné suite à la proposition faite à l'endroit du point 13°, le point 14° est à supprimer étant donné qu'il est redondant par rapport au point 13°. La Commission décide de suivre la proposition du Conseil d'État, tout en notant que le nouveau point 11° ne met pas l'accent sur les activités artisanales et industrielles, dont la promotion constitue pourtant l'un des objectifs du PSZAE ; le libellé proposé par la Haute Corporation est donc légèrement adapté en ce sens et se lira comme suit : « 11° définir des terrains destinés à accueillir des zones d'activités nationales et des zones d'activités régionales destinées prioritairement à l'implantation d'activités artisanales et industrielles ; »
- Concernant les points 16° et 17°, le Conseil d'État s'y oppose formellement. Pour ce qui est du point 16° et devant la toile de fond de l'article 11, paragraphe 6, de la Constitution, qui érige les restrictions à la liberté de commerce en matière réservée à la loi, le Conseil d'État demande de le reformuler en précisant les règles d'implantation ainsi que les critères encadrant ces règles. Pour ce qui est du point 17°, le Conseil d'État demande également des précisions car celui-ci, en prévoyant la possibilité d'un reclassement de zones d'activités communales, risque de se heurter aux principes des droits acquis et de la légitime confiance. Afin de répondre à ces deux oppositions formelles, les représentants gouvernementaux proposent de réserver le libellé suivant aux nouveaux points 12° à 19° :
 - « 12° restreindre la possibilité des communes de désigner ou de procéder à l'extension de zones urbanisées ou destinées à être urbanisées affectées principalement ou accessoirement aux activités économiques, que ce soit au niveau national, régional ou communal ;
 - 13° déterminer les modes d'utilisation du sol destinés à accueillir des surfaces commerciales dont la surface construite brute est comprise entre 2.000m² et 10.000m² par immeuble bâti ;
 - 14° déterminer les conditions relatives à l'admission de surfaces commerciales dont la surface construite brute est supérieure à 10.000m² par immeuble bâti au sein de certains modes d'utilisation du sol ;

15° limiter les modes d'utilisation du sol destinés à accueillir des activités de commerce de détail dont la surface construite brute est inférieure ou égale à 2.000m² par immeuble bâti ;

16° limiter les modes d'utilisation du sol destinés à accueillir des surfaces commerciales dont la surface construite brute est comprise entre 2.000m² et 10.000m² par immeuble bâti et préciser les conditions d'accessibilité, de centralité ou d'appartenance à une branche commerciale donnée permettant l'implantation des surfaces commerciales précitées au sein desdits modes d'utilisation du sol ;

17° limiter les modes d'utilisation du sol destinés à accueillir des surfaces commerciales dont la surface construite brute est supérieure à 10.000m² par immeuble bâti ;

18° préciser les conditions d'accessibilité, de centralité, de localisation et d'appartenance à une branche commerciale donnée nécessaires à la désignation de zones commerciales et d'extensions de zones commerciales admettant des surfaces commerciales dont la surface construite brute est supérieure à 2.000 m² par immeuble bâti ;

19° prévoir le reclassement pour des considérations d'ordre urbanistique, d'accessibilité, de développement territorial ou d'intégrité environnementale et paysagère de zones d'activités économiques communales en zones destinées à rester libres ; »

Cette proposition de texte engendre les commentaires suivants :

- Le nouveau point 12° répond à l'opposition formelle relative à la possibilité d'un reclassement de zones d'activités communales mais a également pour objet d'éviter le développement tentaculaire de zones d'activités économiques dans des localités de taille modeste. Suite à une question afférente, il est précisé que le texte de loi se borne à établir une base légale en la matière. Les critères, comme par exemple le maintien de l'équilibre entre le nombre des postes de travail et le nombre de logements, seront quant à eux inscrits dans le plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques » (PSZAE).
 - Les nouveaux points 13° à 17° répondent à l'opposition formelle relative à la liberté de commerce. Le libellé proposé s'inspire de l'actuel texte du PSZAE.
 - Suite à une question afférente, il est souligné que les valeurs de 2.000m² et de 10.000m² ont été recopiées de l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune. De même, la notion de « mode d'utilisation du sol » a été reprise du règlement grand-ducal précité afin de garder une certaine cohérence et une certaine uniformité dans des législations à portée similaire.
 - Les conditions dont question au nouveau point 14° sont les suivantes : existence d'infrastructures routières, de transports en commun et de mobilité active.
 - Le nouveau point 16° devra être reformulé afin de définir précisément la notion de « branche commerciale » en utilisant le système de classification des activités économiques NACE. Les branches commerciales concernées par ce point sont, par exemple, les magasins d'ameublement.
 - La question du remplacement de la notion de « surface construite brute » par l'expression « surface de vente » (par analogie à la terminologie employée dans le règlement grand-ducal précité du 8 mars 2017) ou encore par l'expression « surface d'exploitation » est posée. Afin de s'assurer l'emploi d'une terminologie à la fois claire, précise et cohérente, les membres de la Commission chargent les responsables gouvernementaux de se coordonner en la matière.
 - Le nouveau point 19° sera reformulé afin d'y ajouter la notion de droit acquis (« acte administratif individuel créateur de droits »), qui invalidera en l'occurrence la possibilité de reclassement.
- Au point 18°, le Conseil d'État suggère d'écrire « définir » au lieu d'« organiser ». À la demande du Ministère de l'Économie, les membres de la Commission décident de déplacer ce point dans le paragraphe 3 relatif au plan d'occupation du sol.

- Les points 19° et 20° sont, de l'avis du Conseil d'État, à reformuler. S'il s'agit de définir des terrains destinés à la création de logements et de logements à coût modéré, il y a lieu de le préciser dans le texte. Même si le Conseil d'État comprend ce que les auteurs entendent par « quartiers à mixité sociale », il y a lieu de le définir clairement dans le texte sinon de supprimer cette formulation. Les représentants gouvernementaux proposent de réserver le libellé suivant aux nouveaux points 20° et 21° :
 « 20° définir des terrains destinés à la création de logements ;
 21° définir des terrains destinés à la création de logements à coût modéré ainsi qu'à la diversification de types de logements ; »
 Suite à plusieurs remarques afférentes de la part des membres de la Commission, un nouveau libellé sera proposé pour ces deux points, afin qu'une référence explicite soit faite aux notions de « logement à coût modéré », de « logement subventionné » et de « logement social », ceci par le biais d'une référence à la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.
- Au point 21° (nouveau point 22°), le Conseil d'État demande d'écrire : « définir des terrains pour l'implantation d'établissements scolaires ». La Commission fait siennes cette proposition.
- Au point 24°, il y a lieu de supprimer les termes « faciliter et régler ». La Commission fait siennes cette proposition ; le point se lira donc comme suit : « 24° définir des terrains pour l'implantation de stations de base pour réseaux publics de communications mobiles ; ».

Les membres de la Commission chargent les responsables gouvernementaux de rédiger une nouvelle proposition de texte pour le paragraphe 2 en tenant compte des remarques émargées ci-dessus.

Au paragraphe 3, le Conseil d'État demande de remplacer aux points 1° à 4° le verbe « organiser » par celui de « structurer », et aux points 5° à 12° le verbe « affecter » par celui de « déterminer ». La Commission fait siennes ces propositions. En outre, suite à la décision prise ci-avant, elle ajoute un nouveau point 13° relatif à l'établissement d'infrastructures pétrolières de stockage. Le paragraphe 3 se lira donc comme suit :

« (3) Dans le cadre des objectifs du paragraphe 1^{er}, l'aménagement du territoire participe, à travers l'instrument du plan d'occupation du sol défini aux articles 15 à 17, à la mise en œuvre de mesures destinées à :

- 1° structurer l'espace multifonctionnel autour d'un pôle de transport multimodal ;
- 2° structurer l'espace autour d'une zone de protection de la nature ;
- 3° structurer l'espace autour d'un réservoir d'eau potable et d'une zone de protection des eaux ;
- 4° structurer l'espace autour d'un site de production d'énergie conventionnelle ou renouvelable ;
- 5° déterminer des terrains nécessaires à l'établissement d'infrastructures de formation et d'enseignement ;
- 6° déterminer des terrains nécessaires à l'établissement de structures hospitalières ;
- 7° déterminer des terrains nécessaires à l'établissement de structures d'accueil provisoire pour personnes en situation de précarité ;
- 8° déterminer des terrains nécessaires à l'établissement de structures pour personnes âgées ;
- 9° déterminer des terrains nécessaires à l'établissement d'infrastructures militaires et policières ;
- 10° déterminer des terrains nécessaires à l'établissement de centres et d'unités de la protection civile dépendant de l'État ou des services d'incendie et de sauvetage intercommunaux ;
- 11° déterminer des terrains nécessaires à l'implantation d'établissements pénitentiaires ;
- 12° déterminer des terrains nécessaires à l'établissement de structures culturelles et sportives ;

13° déterminer des terrains nécessaires à l'établissement d'infrastructures pétrolières de stockage. »

*

L'amendement 2 portant sur l'article 2 n'a pas soulevé d'observation quant au fond de la part du Conseil d'État. D'un point de vue légistique, celui-ci suggère d'écrire au paragraphe 2 : « ..., ci-après désignés les « instruments »,... ». La Commission fait sienne cette proposition ; l'article se lira donc comme suit :

Art. 2. Les moyens

(1) La politique d'aménagement du territoire à mettre en œuvre par le Gouvernement dans l'intérêt des objectifs visés à l'article 1^{er} concerne principalement :

1° les mesures ayant trait à l'utilisation du sol y compris celles résultant des plans d'aménagement communaux et de la législation relative à la protection de la nature et des ressources naturelles ;

2° toute infrastructure et tout équipement ayant un impact majeur sur l'organisation du territoire et l'utilisation du sol ;

3° les investissements publics ;

4° les aides financières d'origine publique ;

5° l'incitation au recours à des financements d'origine privée.

(2) Les moyens à mettre en œuvre par le ministre pour l'exécution de la politique d'aménagement du territoire du Gouvernement, ci-après désignés les « instruments », dans le cadre des objectifs de l'article 1^{er}, sont :

1° le programme directeur d'aménagement du territoire ;

2° les plans directeurs sectoriels ;

3° les plans d'occupation du sol ;

4° les conventions de coopération territoriale État-communes ;

5° les parcs naturels issus de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.

*

Les amendements 3 et 4 portant respectivement sur les articles 3 et 4 ont trouvé l'accord du Conseil d'État et n'ont suscité aucun commentaire de sa part.

*

L'amendement 5 portait sur l'article 5. Pour rappel, les membres de la commission parlementaire avaient décidé de ne pas octroyer de caractère normatif contraignant au programme directeur et d'en faire un instrument politique et stratégique qui oriente tant les démarches et les décisions du Gouvernement, que celles des pouvoirs locaux. Cet amendement permet au Conseil d'État de lever son opposition formelle. Celui-ci suggère cependant :

- Au paragraphe 1^{er}, d'écrire par analogie au nouvel article 8 (2) « ...ainsi que les mesures du Gouvernement et des communes à prendre... ». Suite à un bref échange de vues et à une remarque d'un membre de la Commission qui estime que l'ajout de l'expression « et des communes » risque d'être contraire à la philosophie de la loi, la Commission décide pourtant de faire sienne cette proposition.

- L'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} dispose que le programme directeur « désigne les centres de développement et d'attraction supérieurs, moyens et régionaux ». Le Conseil d'État souligne dans ce contexte que la notion de centres de développement et d'attraction (CDA) est une notion de planification et qu'elle ne pourra pas être utilisée dans un contexte normatif. La Commission décide donc de supprimer cet alinéa.

L'article 5 se lira comme suit :

Art. 5. Définition, contenu et forme

(1) Le programme directeur d'aménagement du territoire, désigné par la suite « programme directeur », définit une stratégie intégrée des programmations sectorielles ayant des répercussions sur le développement territorial et arrête les orientations, les objectifs politiques ainsi que les mesures du Gouvernement et des communes à prendre dans le cadre des objectifs de l'article 1^{er}.

~~**Le programme directeur désigne les centres de développement et d'attraction supérieurs, moyens et régionaux.**~~

(2) Le programme directeur comprend une partie écrite qui peut être complétée par une partie graphique et précisée par des annexes. Les annexes font partie intégrante du programme directeur.

*

L'amendement 6 portant sur l'article 7 a trouvé l'accord du Conseil d'État et n'a suscité aucun commentaire de sa part.

*

Pour ce qui est de l'amendement 7 portant sur l'article 8, il concernait la mise en œuvre du programme directeur. Au paragraphe 2, le Conseil d'État suggère de remplacer le terme « appliqués » par celui de « visés », et le terme « visées » par celui de « prévues ».

La Commission fait siennes ces propositions ; l'article se lira donc comme suit :

Art. 8. Mise en œuvre

(1) Le programme directeur est rendu opérationnel, soit pour la totalité du territoire national, soit pour une partie déterminée seulement, par les plans directeurs sectoriels ou par les plans d'occupation du sol.

(2) Le programme directeur oriente les démarches et les décisions du Gouvernement et des communes, y compris en matière d'élaboration des projets d'aménagement général, pour autant que sont visés les objectifs prévus à l'article 1^{er} ainsi que les dispositions prévues à l'article 5, paragraphe 1.

*

En ce qui concerne l'amendement 8 portant sur les articles 9, 10 et 11, celui-ci avait pour objet de donner une définition du plan directeur sectoriel (article 9), de déterminer ses objectifs (article 10) et de fixer son contenu (article 11).

Pour ce qui est du paragraphe 2, alinéa 1^{er}, de l'article 9, le Conseil d'État propose de lui donner la teneur suivante : « Le plan directeur sectoriel peut, par le biais de zones superposées, délimiter au niveau d'une ou de plusieurs communes des parties déterminées du territoire national. ». La Commission fait sienne cette proposition.

Le paragraphe 2, alinéa 2, de l'article 9, prévoit que les zones superposées peuvent « emporter l'obligation pour les communes de conformer le plan d'aménagement général et exceptionnellement le plan d'aménagement particulier aux prescriptions du plan directeur sectoriel ». Le Conseil d'État se demande comment ce paragraphe s'articule avec le nouvel article 21, paragraphe 5, qui dispose que, dans un délai de six mois à compter de la publication du règlement grand-ducal rendant obligatoire le PDS au Journal officiel, « le collège des bourgmestre et échevins est tenu de produire... à titre informatif une version adaptée des parties graphique et écrite » du PAG. Étant donné que, selon le nouvel article 21, paragraphe 6, le plan directeur sectoriel prévaut en cas de contradiction entre le PDS et un PAG et considérant que le nouvel article 32 dispose que l'aménagement communal

« reprend les dispositions et objectifs des règlements grand-ducaux rendant obligatoires » les PDS et POS, le Conseil d'État estime que la formulation sous rubrique risque de se heurter aux dispositions précitées. Aussi, le Conseil d'État demande-t-il de plus amples explications par rapport à l'emploi du terme « exceptionnellement » qui risque d'être source d'insécurité juridique. Il recommande soit de supprimer ce terme, soit de préciser ces cas d'exception dans le corps du texte. De plus, le Conseil d'État ne comprend pas comment cette disposition s'articulera avec le nouvel article 21, paragraphe 2, qui dispose que le PDS peut comporter des zones qui se superposent « ...exceptionnellement aux projets d'aménagement particuliers qui n'ont pas encore été dûment approuvés avant l'entrée en vigueur » du PDS. Pour quelles raisons l'article sous rubrique vise-t-il des PAP, tandis que l'article 21, paragraphe 2, ne vise que les « projets » de PAP ? De même, le Conseil d'État constate que le paragraphe sous rubrique touche en fait tous les PAP, tandis que l'article 21, paragraphe 2, n'a pour objet que les PAP « qui n'ont pas encore été dûment approuvés avant l'entrée en vigueur du plan directeur sectoriel dans le cas spécifique prévu par l'article 11, paragraphe 2, point 9 ». Dans ce même contexte, le Conseil d'État note que le paragraphe 2, alinéa 2, de l'article 9 sous revue, vise les plans d'aménagement généraux tandis que l'article 21, paragraphe 2, se réfère également à des « projets » de PAG. Pour toutes ces raisons, le Conseil d'État s'oppose formellement au libellé du paragraphe 2, alinéa 2, ceci sur base du principe de la sécurité juridique. Il y a lieu de mettre les deux articles précités en concordance et de préciser, le cas échéant, les cas d'exception prévus par les auteurs. Le Conseil d'État s'interroge par ailleurs sur la nécessité de maintenir cet alinéa à l'endroit de l'article 9, paragraphe 2, alors que l'article 21 détermine les effets que peuvent avoir les PDS. À la lecture de ces critiques, couplées à celles émises par le SYVICOL dans son avis du 18 septembre 2017, la Commission décide de supprimer l'alinéa 2 du paragraphe 2 de l'article 9. L'article 9 se lira comme suit :

Art. 9. Définition

(1) Le plan directeur sectoriel est un instrument d'aménagement du territoire, rendu obligatoire par règlement grand-ducal, contenant des prescriptions écrites qui peuvent être complétées par des prescriptions graphiques couvrant l'ensemble ou des parties déterminées du territoire national.

(2) Le plan directeur sectoriel peut, par le biais de zones superposées, délimiter au niveau d'une ou de plusieurs communes des parties déterminées du territoire national.

~~**Les zones superposées peuvent soit soumettre les fonds concernés à des servitudes, soit emporter l'obligation pour les communes de conformer le plan d'aménagement général et exceptionnellement le plan d'aménagement particulier aux prescriptions du plan directeur sectoriel.**~~

Quant à l'article 10, le Conseil d'État note que les auteurs se sont inspirés de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Au point 1°, il suggère de remplacer les deux négations par la formulation suivante : « 1° déterminer des utilisations du sol conformes aux... ». La Commission fait sienne cette proposition ; l'article 10 se lira donc comme suit :

Art. 10. Objectifs

Le plan directeur sectoriel coordonne dans un secteur donné les objectifs de l'article 1^{er}, paragraphe 2.

Il a pour objectifs :

1° de déterminer des utilisations du sol conformes aux planifications d'intérêt général mises en œuvre dans le cadre des objectifs de l'article 1^{er}, paragraphe 2 ;

2° d'inciter les communes à développer et à mettre en œuvre des stratégies intercommunales.

En ce qui concerne l'article 11, le Conseil d'État peut s'accommoder quant au fond de l'approche choisie par la commission parlementaire.

Au paragraphe 1^{er}, points 1° et 2°, le Conseil d'État suggère de fusionner les deux points et d'écrire : « 1° comprend une partie écrite qui peut être complétée par une partie graphique définie à l'échelle 1 : 2500 ; ». La Commission fait sienne cette proposition.

Le paragraphe 1^{er}, point 4°, dispose qu'un PDS peut « compléter le pictogramme de la légende-type correspondante » qui, en l'occurrence, est arrêtée par le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement particulier « quartier existant » et du plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » pris en exécution de la loi précitée de 2004. Le Conseil d'État donne à considérer que dorénavant les communes devront se référer à plusieurs règlements grand-ducaux pour établir leurs PAG. Dans un souci de simplification administrative, le Conseil d'État estime que dans ce cas il faudrait également modifier le règlement grand-ducal précité du 8 mars 2017 au cas où un PDS devrait rendre nécessaire une adaptation de la légende-type. La Commission décide de supprimer le point 4°, considéré superfluetoire.

Le point 5° du paragraphe 1^{er} renvoie aux prescriptions relatives au degré d'utilisation du sol contenues à l'article 9, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, de la loi précitée du 19 juillet 2004 et arrêtées par règlement grand-ducal, tandis que le paragraphe 3 de l'article 11 dispose qu'un règlement grand-ducal à prendre en exécution de la loi en projet précisera ces prescriptions. Le renvoi à l'article 9, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, de la loi précitée du 19 juillet 2004 n'est toutefois pas nécessaire, étant donné que le paragraphe 3 prévoit justement qu'un règlement grand-ducal autonome précisera le contenu de la partie écrite et graphique du plan en question. Le Conseil d'État demande donc de supprimer ce renvoi. La Commission fait sienne cette proposition.

En ce qui concerne la première phrase du paragraphe 2, le Conseil d'État demande d'omettre la notion « catégories de prescriptions », étant donné que les points qui suivent n'établissent pas des « catégories » au vrai sens du terme. Il suggère dès lors d'écrire :

« Le plan directeur sectoriel peut :

1° interdire... »

La Commission fait sienne cette proposition.

Le Conseil d'État suggère de remplacer au point 5° la formulation « précision d'un mode d'utilisation du sol donné » par celle de « détermination d'un mode d'utilisation du sol donné ». La Commission décide de libeller comme suit le point 5° : « restreindre le choix des communes quant à la possibilité de préciser les modes d'utilisation du sol ». En effet, elle entend restreindre le choix des communes non pas par rapport à la détermination d'un mode d'utilisation du sol donné mais bien par rapport à la précision d'un mode d'utilisation du sol donné, hypothèse envisagée aux articles 7 et 22 du règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune (possibilité d'avoir recours à des zones spéciales, non spécifiquement prévues dans ledit règlement grand-ducal, dans le cadre desquelles les modes d'utilisation du sol peuvent être précisés en fonction des particularités et des caractéristiques du site).

Le Conseil d'État suggère de remplacer aux points 7° et 8° le verbe « comprendre » par celui de « édicter ». La Commission fait sienne cette proposition.

En ce qui concerne le point 9°, il y a lieu de supprimer le renvoi à un règlement grand-ducal PDS logement. Le Conseil d'État suggère d'écrire « ...d'une zone superposée définie dans le cas prévu à l'article 1^{er}, paragraphe 2, point..., que... ». La signification des notions employées par les auteurs à la fin de la phrase du même point 9° n'étant pas claire, le Conseil d'État insiste à les préciser en renvoyant aux lois afférentes qui contiennent les définitions visées par les auteurs. De plus, étant donné que les auteurs emploient la formule « d'une part... et d'autre part... », le Conseil d'État se demande s'il s'agit de conditions

cumulatives. Si tel n'est pas le cas, il y a lieu de le préciser dans le texte. La Commission décide d'amender le point 9° afin de tenir compte des remarques du Conseil d'État, tout en précisant, par analogie à la loi précitée de 2004, que le nombre de logements doit être supérieur à 25 unités.

Au paragraphe 3, le Conseil d'État donne à considérer qu'en vertu de la Constitution, les règlements doivent être conformes aux normes qui leur sont supérieures. Les auteurs des futurs PDS doivent de toute façon respecter les dispositions du règlement grand-ducal prévu au paragraphe sous rubrique. Il n'est donc pas nécessaire d'intégrer dans le texte de loi une telle hiérarchisation entre les règlements grand-ducaux. Dans ce même contexte, le Conseil d'État ne voit pas la plus-value du bout de phrase « spécifiant lesquelles des dispositions prises en exécution de l'article 9, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, de la loi précitée du 19 juillet 2004 lui sont applicables ». Le Conseil d'État estime que cette précision est superfétatoire et demande par conséquent de la supprimer. Vu ce qui précède, il suffit donc d'écrire au paragraphe 3 : « (3) Un règlement grand-ducal précise le contenu de la partie graphique et écrite du plan en question. ». La Commission fait sienne cette proposition.

La Commission décide donc de réserver le libellé suivant à l'article 11 :

Art. 11. Contenu

(1) Le plan directeur sectoriel :

1° comprend une partie écrite qui peut être complétée par une partie graphique définie à l'échelle 1 : 2500 ;

2° peut établir des zones superposées ;

4° peut compléter le pictogramme de la légende-type correspondante, tel que prévu à l'article 9, paragraphe 1, alinéa 2, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et arrêté par règlement grand-ducal ;

3° peut comprendre des prescriptions relatives au degré d'utilisation du sol. telles que prévues à l'article 9, paragraphe 1, alinéa 2, de la loi précitée du 19 juillet 2004 et arrêtées par règlement grand-ducal.

(2) Le plan directeur sectoriel peut :

1° interdire ou restreindre la possibilité des communes de désigner ou de procéder à l'extension de zones urbanisées ou destinées à être urbanisées ;

2° restreindre le choix des communes quant aux modes d'utilisation du sol à prévoir ;

3° interdire la désignation ou l'extension de zones supplémentaires d'un mode d'utilisation donné ;

4° prévoir le reclassement de zones affectées à un mode d'utilisation donné ;

5° restreindre le choix des communes quant à la possibilité de préciser les modes d'utilisation du sol ;

6° grever des fonds d'une interdiction ou d'une restriction de bâtir des constructions, des ensembles de constructions ou des installations linéaires ;

7° édicter des prescriptions urbanistiques ;

8° édicter des prescriptions d'ordre organisationnel relatives à la gestion des zones affectées à un mode d'utilisation du sol donné ;

9° imposer que, par exception à l'article 29, paragraphe 2, alinéa 4 de la loi précitée du 19 juillet 2004, chaque plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » **qui prévoit d'une part un nombre de logements supérieur à 25 unités et** qui exécute **d'autre part** une zone destinée à être urbanisée affectée principalement ou accessoirement au logement et mise en œuvre dans le cadre d'une zone superposée découlant **d'un plan tel que défini dans le cas prévu à l'article 1^{er}, paragraphe 2, points 20 et 21, dédiée** au moins 30% de la surface construite brute :

1° à la réalisation de logements à coût modéré, destinés **d'une part** à des personnes répondant aux conditions d'octroi des primes de construction ou d'acquisition prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, **ou**

2° à des logements locatifs visés par les articles 27 à 30ter de ladite loi précitée de 1979.

(3) Un règlement grand-ducal précise le contenu de la partie graphique et écrite du plan en question.

*

L'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État sera poursuivi au cours d'une prochaine réunion.

2. Divers

Aucun point divers n'a été abordé.

Luxembourg, le 17 novembre 2017

La Secrétaire,
Rachel Moris

La Présidente,
Josée Lorsché

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<u>Tableau synoptique</u>		
		Séance du 9 novembre 2017

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>Projet de loi du [•] concernant l'aménagement du territoire et modifiant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds de route ; 2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ; 3. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. 		<p>Projet de loi du [•] concernant l'aménagement du territoire et modifiant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds de route ; 2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ; 3. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
CHAPITRE 1er – DISPOSITIONS GÉNÉRALES		
<p>Art. 1^{er}. Les objectifs de l'aménagement du territoire</p> <p>(1) La politique de l'aménagement du territoire vise à garantir le respect de l'intérêt général en assurant à l'ensemble de la population des conditions de vie optimales.</p> <p>A travers les moyens énumérés à l'article 2, paragraphe 2, l'aménagement du territoire oriente et concentre le développement territorial aux endroits les plus appropriés du territoire national, le tout dans une optique de développement durable.</p> <p>Il procède à l'observation et au suivi de l'évolution territoriale et veille à la coordination des politiques sectorielles communales, intercommunales, nationales, transfrontalières et internationales ayant une répercussion sur le développement territorial.</p> <p>Dans ce cadre, il veille à une utilisation rationnelle du sol et incite les communes à développer des stratégies communes.</p> <p>(2) Dans le cadre des objectifs du paragraphe 1^{er}, l'aménagement du territoire participe à travers les instruments du plan directeur sectoriel et du plan d'occupation du sol, définis respectivement aux articles 9 à 11 et 15 à 17 à la mise en œuvre de mesures destinées à :</p>	<p>Formulation quelque peu équivoque de l'alinéa 2 selon le Conseil d'Etat, proposition de texte « A travers les instruments du plan directeur sectoriel et du plan d'occupation du sol, définis respectivement aux articles 9 à 11 et 15 à 17 ».</p> <p>Le Conseil d'Etat peut s'accommoder des « cas » avancés. Toutefois, il demande à la commission parlementaire de bien vouloir :</p> <p>-éviter des formulations et des termes qui revêtent un caractère général (tels que</p>	<p>Art. 1^{er}. Les objectifs de l'aménagement du territoire</p> <p>(1) La politique de l'aménagement du territoire vise à garantir le respect de l'intérêt général en assurant à l'ensemble de la population des conditions de vie optimales.</p> <p>A travers les moyens énumérés à l'article 2, paragraphe 2, l'aménagement du territoire oriente et concentre le développement territorial aux endroits les plus appropriés du territoire national, le tout dans une optique de développement durable.</p> <p>Il procède à l'observation et au suivi de l'évolution territoriale et veille à la coordination des politiques sectorielles communales, intercommunales, nationales, transfrontalières et internationales ayant une répercussion sur le développement territorial.</p> <p>Dans ce cadre, il veille à une utilisation rationnelle du sol et incite les communes à développer des stratégies communes.</p> <p>(2) Dans le cadre des objectifs du paragraphe 1^{er}, l'aménagement du territoire participe à travers les instruments du plan directeur sectoriel et du plan d'occupation du sol, définis respectivement aux articles 9 à 11 et 15 à 17 à la mise en œuvre de mesures destinées à :</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>1° faciliter la réalisation et le réaménagement de projets d'infrastructures de transport ;</p> <p>2° définir les projets d'infrastructures de transport ainsi que leurs installations connexes et accessoires qui peuvent être déclarés d'utilité publique et qui doivent être réalisés prioritairement ;</p> <p>3° favoriser la protection des particuliers contre le bruit ;</p> <p>4° préserver les paysages en garantissant leur intégrité et en maintenant les fonctions agricoles, sylvicoles, viticoles, récréatives, climatiques et écosystémiques du territoire ;</p> <p>5° valoriser et mettre en réseau des espaces naturels de récréation et de loisirs de proximité ;</p> <p>6° préserver des fonctions et services écologiques au profit des régions urbanisées;</p> <p>7° conserver l'intégrité d'un espace paysager cohérent situé entre deux agglomérations urbaines en expansion ;</p> <p>8° favoriser des structures urbaines compactes et endiguer localement la création d'espaces bâtis contigus ou tentaculaires sous forme de bandes continues ;</p> <p>9° maintenir des surfaces de régulation climatique, des corridors écologiques entre les différents habitats et biotopes naturels ;</p>	<p>« faciliter », « favoriser », « promouvoir » et « contribuer ») ;</p> <p>-éviter d'énumérer des cas qui constituent de simples déclarations politiques (points 11 et 15) ;</p> <p>-éviter des formulations trop vagues (points 19 et 20).</p> <p>La commission fait siennes les propositions de texte suggérées par le Conseil d'Etat. Cependant :</p> <p>1° elle note que le point 7 ne reflète pas totalement le contenu du PSP : d'où</p>	<p>1° <u>définir, réaliser et réaménager</u> faciliter la réalisation et le réaménagement des projets d'infrastructures de transport <u>ainsi que les installations nécessaires au bon fonctionnement de celles-ci</u> ;</p> <p>2° définir les projets d'infrastructures de transport ainsi que leurs installations connexes et accessoires qui peuvent être déclarés d'utilité publique et qui doivent être réalisés prioritairement ;</p> <p>23° favoriser la protection des <u>protéger les</u> particuliers contre le bruit ;</p> <p>34° préserver les paysages en garantissant leur intégrité et en maintenant les fonctions agricoles, sylvicoles, viticoles, récréatives, climatiques et écosystémiques du territoire ;</p> <p>45° valoriser et mettre en réseau des espaces naturels de récréation et de loisirs de proximité ;</p> <p>56° préserver des fonctions et services écologiques au profit des régions urbanisées;</p> <p>67° conserver l'intégrité d'un espace paysager cohérent situé entre deux agglomérations urbaines en expansion ;</p> <p>78° créer <u>favoriser</u> des structures urbaines compactes et endiguer en interdisant</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>10° faciliter des mesures visant à l'atténuation du changement climatique, consistant à réduire les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, en organisant la séquestration naturelle de carbone ;</p> <p>11° adapter le territoire aux défis posés par les changements climatiques et les risques naturels ;</p> <p>12° promouvoir la reconversion de friches industrielles pour les besoins en matière de logements, d'activités économiques et de services publics ;</p> <p>13° contribuer à l'augmentation de l'offre en terrains destinés à accueillir des zones d'activités nationales et régionales ;</p> <p>14° contribuer à la diversification économique et à l'implantation d'activités artisanales et industrielles ;</p> <p>15° favoriser la création de syndicats de communes chargés de gérer des zones d'activités économiques ;</p> <p>16° établir des règles d'implantation du commerce de détail ainsi que des grandes surfaces commerciales ;</p> <p>17° éviter l'éparpillement de zones d'activités économiques communales et prévoir le reclassement de zones d'activités communales ;</p>	<p>l'introduction de la notion de « nouveaux îlots urbains » ;</p> <p>2° elle note que le point 11 ne met pas l'accent sur les activités artisanales et industrielles, dont la promotion constitue pourtant l'un des objectifs du PSZAE ;</p>	<p>localement la création <u>de nouveaux îlots urbanisés et</u> d'espaces bâtis contigus ou tentaculaires sous forme de bandes continues ;</p> <p><u>89°</u> maintenir des surfaces de régulation climatique, des corridors écologiques entre les différents habitats et biotopes naturels ;</p> <p>910° faciliter des mesures visant à l'atténuation du changement climatique, consistant à réduire les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, en organisant la séquestration naturelle de carbone ;</p> <p>11° adapter le territoire aux défis posés par les changements climatiques et les risques naturels ;</p> <p>102° promouvoir la reconversion des friches industrielles pour les besoins en matière de logements, d'activités économiques et de services publics ;</p> <p>113° définir contribuer à l'augmentation de l'offre en des terrains destinés à accueillir des zones d'activités nationales et <u>des zones d'activités régionales destinés prioritairement à l'implantation d'activités artisanales et industrielles</u> ;</p> <p>14° contribuer à la diversification économique et à l'implantation d'activités artisanales et industrielles ;</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>18° organiser les terrains nécessaires à l'établissement d'infrastructures pétrolières de stockage ;</p> <p>19° contribuer à l'augmentation de l'offre en logements ;</p> <p>20° contribuer à la promotion de logements à coût modéré ainsi qu'à la promotion de quartiers à mixité sociale ;</p> <p>21° contribuer à créer des capacités scolaires suffisantes sur le moyen et le long terme ;</p> <p>22° garantir aux élèves de lycées publics du cycle inférieur une offre scolaire de proximité à leur lieu de résidence ;</p> <p>23° définir des sites pour le traitement et l'élimination de déchets inertes et de déchets ménagers ;</p> <p>24° faciliter et régler l'implantation de stations de base pour réseaux publics de communications mobiles ;</p> <p>25° désigner des couloirs et zones pour la construction de lignes à haute tension dans le cadre du maintien et de l'amélioration de la sécurité d'approvisionnement ainsi que le renforcement des capacités d'interconnexion avec les pays limitrophes en vue de pourvoir aux besoins énergétiques.</p>	<p>Selon le Conseil d'Etat, les points 16 et 17 ont fait l'objet d'oppositions formelles, alors que le premier contrevient à l'article</p>	<p>15° favoriser la création de syndicats de communes chargés de gérer des zones d'activités économiques ;</p> <p><u>12° restreindre la possibilité des communes de désigner ou de procéder à l'extension de zones urbanisées ou destinées à être urbanisées affectées principalement ou accessoirement aux activités économiques, que ce soit au niveau national, régional ou communal ;</u></p> <p><u>13° déterminer les modes d'utilisation du sol destinés à accueillir des surfaces commerciales dont la surface construite brute est comprise entre 2000m² et 10.000m² par immeuble bâti ;</u></p> <p><u>14° déterminer les conditions relatives à l'admission de surfaces commerciales dont la surface construite brute est supérieure à 10.000m² par immeuble bâti au sein de certains modes d'utilisation du sol ;</u></p> <p><u>15° limiter les modes d'utilisation du sol destinés à accueillir des activités de commerce de détail dont la surface construite brute est inférieure ou égale à 2000m² par immeuble bâti ;</u></p> <p><u>16° limiter les modes d'utilisation du sol destinés à accueillir des surfaces commerciales dont la surface construite brute est comprise entre 2000m² et</u></p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
	<p>11, paragraphe 6, de la Constitution et que le second risque de se heurter aux principes des droits acquis et de la légitime confiance. Le point 16 est à reformuler, en précisant les règles d'implantation ainsi que les critères encadrant ces règles. La commission propose dès lors de d'introduire en substance dans les objectifs toutes les dispositions du PSZAE qui peuvent porter atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie.</p>	<p><u>10.000m2 par immeuble bâti –et préciser les conditions d'accessibilité, de centralité ou d'appartenance à une branche commerciale donnée permettant l'implantation des surfaces commerciales précitées au sein desdits modes d'utilisation du sol ;</u></p> <p><u>17° limiter les modes d'utilisation du destinés à accueillir des surfaces commerciales dont la surface construite brute est supérieure à 10.000m2 par immeuble bâti ;</u></p> <p><u>18° préciser les conditions d'accessibilité, de centralité, de localisation et d'appartenance à une branche commerciale donnée nécessaires à la désignation de zones commerciales et d'extensions de zones commerciales admettant des surfaces commerciales dont la surface construite brute est supérieure à 2000 m2 par immeuble bâti ;</u></p> <p><u>établir des règles d'implantation du commerce de détail ainsi que des grandes surfaces commerciales;</u></p> <p><u>197° éviter l'éparpillement de zones d'activités économiques communales et prévoir le reclassement pour des considérations d'ordre urbanistique, d'accessibilité, de développement territorial ou d'intégrité environnementale et paysagère de zones d'activités économiques communales en zones destinées à rester libres;</u></p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>(3) Dans le cadre des objectifs du paragraphe 1^{er}, l'aménagement du territoire participe, à travers l'instrument du plan d'occupation du sol défini aux articles 15 à 17, à la mise en œuvre de mesures destinées à :</p> <p>1° organiser l'espace multifonctionnel autour d'un pôle de transport multimodal ;</p> <p>2° organiser l'espace autour d'une zone de protection de la nature ;</p> <p>3° organiser l'espace autour d'un réservoir d'eau potable et d'une zone de protection des eaux ;</p> <p>4° organiser l'espace autour d'un site de production d'énergie conventionnelle ou renouvelable ;</p> <p>5° affecter des terrains nécessaires à l'établissement d'infrastructures de formation et d'enseignement ;</p> <p>6° affecter des terrains nécessaires à l'établissement de structures hospitalières ;</p> <p>7° affecter des terrains nécessaires à l'établissement de structures d'accueil provisoire pour personnes en situation de précarité ;</p>	<p>Selon le Conseil d'Etat, s'il s'agit de définir des terrains destinés à la création de logements et de logements à coût modéré, il y a lieu de la préciser et d'éviter des formules trop vagues et de définir ou de supprimer la notion de « quartiers à mixité sociale ».</p>	<p>18° organiser les terrains nécessaires à l'établissement d'infrastructures pétrolières de stockage ;</p> <p><u>2049° définir des terrains destinés à la création de logements contribuer à l'augmentation de l'offre en logements ;</u></p> <p>210° contribuer à la promotion définir des terrains destinés à la création de logements à coût modéré ainsi qu'à la promotion de quartiers à mixité sociale diversification de types de logements ;</p> <p><u>221° définir des terrains pour l'implantation d'établissements scolaires publics contribuer à créer des capacités scolaires suffisantes sur le moyen et le long terme ;</u></p> <p>22° garantir aux élèves de lycées publics du cycle inférieur une offre scolaire de proximité à leur lieu de résidence ;</p> <p><u>2323° définir des sites-terrains pour le traitement et l'élimination de déchets inertes et de déchets ménagers ;</u></p> <p><u>2424° faciliter et régler définir des terrains pour l'implantation de stations de base pour réseaux publics de communications mobiles ;</u></p> <p>25° désigner des couloirs et zones pour la construction de lignes à haute tension dans</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>8° affecter des terrains nécessaires à l'établissement de structures pour personnes âgées ;</p> <p>9° affecter des terrains nécessaires à l'établissement d'infrastructures militaires et policières ;</p> <p>10° affecter des terrains nécessaires à l'établissement de centres et d'unités de la protection civile dépendant de l'Etat ou des services d'incendie et de sauvetage intercommunaux ;</p> <p>11° affecter des terrains nécessaires à l'implantation d'établissements pénitentiaires ;</p> <p>12° affecter des terrains nécessaires à l'établissement de structures culturelles et sportives.</p>		<p>le cadre du maintien et de l'amélioration de la sécurité d'approvisionnement ainsi que le renforcement des capacités d'interconnexion avec les pays limitrophes en vue de pourvoir aux besoins énergétiques.</p> <p>(3) Dans le cadre des objectifs du paragraphe 1^{er}, l'aménagement du territoire participe, à travers l'instrument du plan d'occupation du sol défini aux articles 15 à 17, à la mise en œuvre de mesures destinées à :</p> <p>1° organiser <u>structurer</u> l'espace multifonctionnel autour d'un pôle de transport multimodal ;</p> <p>2° organiser <u>structurer</u> l'espace autour d'une zone de protection de la nature ;</p> <p>3° organiser <u>structurer</u> l'espace autour d'un réservoir d'eau potable et d'une zone de protection des eaux ;</p> <p>4° organiser <u>structurer</u> l'espace autour d'un site de production d'énergie conventionnelle ou renouvelable ;</p> <p>5° affecter <u>déterminer</u> des terrains nécessaires à l'établissement d'infrastructures de formation et d'enseignement ;</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
		<p>6° affecter <u>déterminer</u> des terrains nécessaires à l'établissement de structures hospitalières ;</p> <p>7° affecter <u>déterminer</u> des terrains nécessaires à l'établissement de structures d'accueil provisoire pour personnes en situation de précarité ;</p> <p>8° affecter <u>déterminer</u> des terrains nécessaires à l'établissement de structures pour personnes âgées ;</p> <p>9° affecter <u>déterminer</u> des terrains nécessaires à l'établissement d'infrastructures militaires et policières ;</p> <p>10° affecter <u>déterminer</u> des terrains nécessaires à l'établissement de centres et d'unités de la protection civile dépendant de l'Etat ou des services d'incendie et de sauvetage intercommunaux ;</p> <p>11° affecter <u>déterminer</u> des terrains nécessaires à l'implantation d'établissements pénitentiaires ;</p> <p>12° affecter <u>déterminer</u> des terrains nécessaires à l'établissement de structures culturelles et sportives ;</p> <p><u>13° déterminer des terrains nécessaires à l'établissement d'infrastructures pétrolières de stockage.</u></p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>Art. 2. Les moyens</p> <p>(1) La politique d'aménagement du territoire à mettre en œuvre par le Gouvernement dans l'intérêt des objectifs visés à l'article 1^{er} concerne principalement :</p> <p>1° les mesures ayant trait à l'utilisation du sol y compris celles résultant des plans d'aménagement communaux et de la législation relative à la protection de la nature et des ressources naturelles ;</p> <p>2° toute infrastructure et tout équipement ayant un impact majeur sur l'organisation du territoire et l'utilisation du sol ;</p> <p>3° les investissements publics ;</p> <p>4° les aides financières d'origine publique ;</p> <p>5° l'incitation au recours à des financements d'origine privée.</p> <p>(2) Les moyens à mettre en œuvre par le ministre pour l'exécution de la politique d'aménagement du territoire du Gouvernement, ci-après les « instruments », dans le cadre des objectifs de l'article 1^{er}, sont :</p> <p>1° le programme directeur d'aménagement du territoire ;</p> <p>2° les plans directeurs sectoriels ;</p>	<p>Sans observations de la part du Conseil d'Etat.</p> <p>Observation d'ordre légistique : le Conseil d'Etat suggère d'introduire le terme « désignés » au paragraphe 2.</p>	<p>Art. 2. Les moyens</p> <p>(1) La politique d'aménagement du territoire à mettre en œuvre par le Gouvernement dans l'intérêt des objectifs visés à l'article 1^{er} concerne principalement :</p> <p>1° les mesures ayant trait à l'utilisation du sol y compris celles résultant des plans d'aménagement communaux et de la législation relative à la protection de la nature et des ressources naturelles ;</p> <p>2° toute infrastructure et tout équipement ayant un impact majeur sur l'organisation du territoire et l'utilisation du sol ;</p> <p>3° les investissements publics ;</p> <p>4° les aides financières d'origine publique ;</p> <p>5° l'incitation au recours à des financements d'origine privée.</p> <p>(2) Les moyens à mettre en œuvre par le ministre pour l'exécution de la politique d'aménagement du territoire du Gouvernement, ci-après <u>désignés</u> les « instruments », dans le cadre des objectifs de l'article 1^{er}, sont :</p> <p>1° le programme directeur d'aménagement du territoire ;</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>3° les plans d'occupation du sol ;</p> <p>4° les conventions de coopération territoriale État-communes ;</p> <p>5° les parcs naturels issus de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.</p>		<p>2° les plans directeurs sectoriels ;</p> <p>3° les plans d'occupation du sol ;</p> <p>4° les conventions de coopération territoriale État-communes ;</p> <p>5° les parcs naturels issus de la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.</p>
<p>Art. 3. Le ministre</p> <p>(1) Le ministre ayant l'Aménagement du territoire dans ses attributions, désigné par la suite « ministre », coordonne les instruments d'aménagement définis au paragraphe 2 de l'article 2. Il met en œuvre la programmation et définit la politique d'aménagement du territoire du Gouvernement prévue à l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}.</p> <p>(2) Au nom du Gouvernement, le ministre fait au moins tous les trois ans un rapport à la Chambre des députés sur la situation en matière d'aménagement du territoire et de l'état de mise en œuvre des instruments de l'aménagement du territoire.</p>	<p>Sans observations de la part du Conseil d'Etat.</p>	<p>Art. 3. Le ministre</p> <p>(1) Le ministre ayant l'Aménagement du territoire dans ses attributions, désigné par la suite « ministre », coordonne les instruments d'aménagement définis au paragraphe 2 de l'article 2. Il met en œuvre la programmation et définit la politique d'aménagement du territoire du Gouvernement prévue à l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}.</p> <p>(2) Au nom du Gouvernement, le ministre fait au moins tous les trois ans un rapport à la Chambre des députés sur la situation en matière d'aménagement du territoire et de l'état de mise en œuvre des instruments de l'aménagement du territoire.</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>Art. 4. Le Conseil supérieur de l'aménagement du territoire</p> <p>(1) Le Conseil supérieur de l'aménagement du territoire, désigné par la suite « Conseil supérieur » est un organisme placé sous l'autorité du ministre, dont la fonction consiste à conseiller et assister le Gouvernement en matière de politique de l'aménagement du territoire.</p> <p>(2) Les relations du Conseil supérieur avec le Gouvernement et les autorités publiques ont lieu par l'intermédiaire du ministre.</p> <p>(3) Le Conseil supérieur émet son avis sur les questions dont il est saisi par le Gouvernement dans les délais fixés par celui-ci. Il peut de sa propre initiative faire des propositions.</p> <p>(4) Sont arrêtés par règlement grand-ducal :</p> <p>1° la composition et les modalités de fonctionnement du Conseil supérieur ;</p> <p>2° le mode de nomination de ses membres ;</p> <p>3° les modalités de publication de ses avis.</p> <p>Sont également arrêtés par règlement grand-ducal le montant des indemnités par séance et le taux de majoration prévu pour les séances tenues les jours fériés et dimanches ainsi que les frais de route et</p>	<p>Sans observations de la part du Conseil d'Etat.</p>	<p>Art. 4. Le Conseil supérieur de l'aménagement du territoire</p> <p>(1) Le Conseil supérieur de l'aménagement du territoire, désigné par la suite « Conseil supérieur » est un organisme placé sous l'autorité du ministre, dont la fonction consiste à conseiller et assister le Gouvernement en matière de politique de l'aménagement du territoire.</p> <p>(2) Les relations du Conseil supérieur avec le Gouvernement et les autorités publiques ont lieu par l'intermédiaire du ministre.</p> <p>(3) Le Conseil supérieur émet son avis sur les questions dont il est saisi par le Gouvernement dans les délais fixés par celui-ci. Il peut de sa propre initiative faire des propositions.</p> <p>(4) Sont arrêtés par règlement grand-ducal :</p> <p>1° la composition et les modalités de fonctionnement du Conseil supérieur ;</p> <p>2° le mode de nomination de ses membres ;</p> <p>3° les modalités de publication de ses avis.</p> <p>Sont également arrêtés par règlement grand-ducal le montant des indemnités par séance</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
de séjour revenant soit aux membres qui ne tombent pas sous le champ d'application de l'article 1 ^{er} de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État soit aux experts et techniciens appelés à collaborer aux travaux du Conseil supérieur.		et le taux de majoration prévu pour les séances tenues les jours fériés et dimanches ainsi que les frais de route et de séjour revenant soit aux membres qui ne tombent pas sous le champ d'application de l'article 1 ^{er} de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État soit aux experts et techniciens appelés à collaborer aux travaux du Conseil supérieur.
CHAPITRE 2 – PROGRAMME DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAPITRE 2 – PROGRAMME DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
<p>Art. 5. Définition, contenu et forme</p> <p>(1) Le programme directeur d'aménagement du territoire, désigné par la suite « programme directeur », définit une stratégie intégrée des programmations sectorielles ayant des répercussions sur le développement territorial et arrête les orientations, les objectifs politiques ainsi que les mesures du Gouvernement à prendre dans le cadre des objectifs de l'article 1^{er}. Le programme directeur désigne les centres de développement et d'attraction supérieurs, moyens et régionaux.</p> <p>(2) Le programme directeur comprend une partie écrite qui peut être complétée par une partie graphique et précisée par des annexes. Les annexes font partie intégrante du programme directeur.</p>	<p>Le Conseil d'Etat note que la Commission parlementaire a choisi de ne pas octroyer de caractère normatif contraignant au programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) et de ce fait lève son opposition formelle par rapport à l'article 8 du texte initial.</p> <p>Il recommande toutefois de faire mention des communes ce, par analogie au nouvel article 8, paragraphe 2 du projet de loi. En outre, la notion de centre de développement et d'attraction (CDA) étant une notion de planification, elle ne saurait être utilisée dans un contexte normatif (cf avis n° 51.856 / au projet de</p>	<p>Art. 5. Définition, contenu et forme</p> <p>(1) Le programme directeur d'aménagement du territoire, désigné par la suite « programme directeur », définit une stratégie intégrée des programmations sectorielles ayant des répercussions sur le développement territorial et arrête les orientations, les objectifs politiques ainsi que les mesures du Gouvernement <u>et des communes</u> à prendre dans le cadre des objectifs de l'article 1^{er}. Le programme directeur désigne les centres de développement et d'attraction supérieurs, moyens et régionaux.</p> <p>(2) Le programme directeur comprend une partie écrite qui peut être complétée par une partie graphique et précisée par des</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
	RGD portant création d'un Fonds de dotation globale des communes).	annexes. Les annexes font partie intégrante du programme directeur.
<p>Art. 6. Procédure d'élaboration</p> <p>(1) Le projet de programme directeur est élaboré sur décision du Gouvernement en conseil.</p> <p>(2) Le projet de programme directeur est élaboré par le ministre en collaboration avec un groupe de travail dont la composition, l'organisation et le fonctionnement sont arrêtés par règlement grand-ducal.</p> <p>(3) Le projet de programme directeur est transmis pour avis aux collèges des bourgmestre et échevins des communes et au Conseil supérieur par voie électronique.</p> <p>Le Conseil supérieur dispose de quatre mois pour émettre son avis. Parallèlement à cette transmission, une lettre recommandée avec accusé de réception est envoyée aux collèges des bourgmestre et échevins afin de les informer de l'envoi du projet de programme directeur par voie électronique. Les conseils communaux disposent d'un délai de quatre mois à compter de la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception pour émettre leur avis.</p>	<p>Sans observations de la part du Conseil d'Etat.</p>	<p>Art. 6. Procédure d'élaboration</p> <p>(1) Le projet de programme directeur est élaboré sur décision du Gouvernement en conseil.</p> <p>(2) Le projet de programme directeur est élaboré par le ministre en collaboration avec un groupe de travail dont la composition, l'organisation et le fonctionnement sont arrêtés par règlement grand-ducal.</p> <p>(3) Le projet de programme directeur est transmis pour avis aux collèges des bourgmestre et échevins des communes et au Conseil supérieur par voie électronique.</p> <p>Le Conseil supérieur dispose de quatre mois pour émettre son avis. Parallèlement à cette transmission, une lettre recommandée avec accusé de réception est envoyée aux collèges des bourgmestre et échevins afin de les informer de l'envoi du projet de programme directeur par voie électronique. Les conseils communaux disposent d'un délai de quatre mois à compter de la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception pour émettre leur avis.</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>(4) Dans le délai prévu au paragraphe 3, le collège des bourgmestre et échevins transmet au ministre l'avis du conseil communal au sujet du projet de programme directeur.</p> <p>(5) Le ministre établit un rapport des avis qui lui sont parvenus de la part des communes dans le délai visé au paragraphe 3. Sur base de ce rapport et de l'avis du Conseil supérieur, s'il est parvenu au ministre dans le délai précité, le ministre propose au Gouvernement les suites à réserver auxdits avis et les modifications éventuelles du projet de programme directeur.</p> <p>(6) Le projet de programme directeur fait l'objet d'une déclaration du ministre au nom du Gouvernement devant la Chambre des Députés.</p> <p>(7) La procédure prescrite pour l'élaboration du programme directeur est applicable aux modifications.</p> <p>(8) Au terme de cette phase d'élaboration et de consultation, sur proposition du ministre, le Gouvernement en conseil arrête le programme directeur qui est publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.</p>		<p>(4) Dans le délai prévu au paragraphe 3, le collège des bourgmestre et échevins transmet au ministre l'avis du conseil communal au sujet du projet de programme directeur.</p> <p>(5) Le ministre établit un rapport des avis qui lui sont parvenus de la part des communes dans le délai visé au paragraphe 3. Sur base de ce rapport et de l'avis du Conseil supérieur, s'il est parvenu au ministre dans le délai précité, le ministre propose au Gouvernement les suites à réserver auxdits avis et les modifications éventuelles du projet de programme directeur.</p> <p>(6) Le projet de programme directeur fait l'objet d'une déclaration du ministre au nom du Gouvernement devant la Chambre des Députés.</p> <p>(7) La procédure prescrite pour l'élaboration du programme directeur est applicable aux modifications.</p> <p>(8) Au terme de cette phase d'élaboration et de consultation, sur proposition du ministre, le Gouvernement en conseil arrête le programme directeur qui est publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>Art. 7. Procédure de modification ponctuelle</p> <p>(1) Le programme directeur peut être modifié ponctuellement suivant la procédure simplifiée telle que prévue au paragraphe 2. Sont considérées comme ponctuelles les modifications qui ont pour objet d'apporter des adaptations ou modifications mineures au programme directeur sans mettre en cause la stratégie intégrée, les orientations et les objectifs politiques.</p> <p>Une adaptation ou une modification mineure du programme directeur concerne :</p> <p>1° l'actualisation de données chiffrées et de statistiques ;</p> <p>2° la suppression des données rendues obsolètes.</p> <p>(2) Sur décision du Gouvernement en conseil, publiée sous forme abrégée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg et insérée dans quatre quotidiens publiés au Luxembourg, le projet de modification ponctuelle du programme directeur, élaboré par le ministre conformément à l'article 6, paragraphe 2, est transmis par voie électronique au Conseil supérieur qui dispose d'un délai de trois mois à compter de cette transmission pour émettre son avis.</p> <p>L'avis du Conseil supérieur, si celui-ci est parvenu au ministre dans le délai précité, est joint au projet de modification ponctuelle. Le ministre propose au Gouvernement les suites à réserver audit avis et les modifications éventuelles du projet de modification ponctuelle.</p>	<p>Sans observations de la part du Conseil d'Etat.</p>	<p>Art. 7. Procédure de modification ponctuelle</p> <p>(1) Le programme directeur peut être modifié ponctuellement suivant la procédure simplifiée telle que prévue au paragraphe 2. Sont considérées comme ponctuelles les modifications qui ont pour objet d'apporter des adaptations ou modifications mineures au programme directeur sans mettre en cause la stratégie intégrée, les orientations et les objectifs politiques.</p> <p>Une adaptation ou une modification mineure du programme directeur concerne :</p> <p>1° l'actualisation de données chiffrées et de statistiques ;</p> <p>2° la suppression des données rendues obsolètes.</p> <p>(2) Sur décision du Gouvernement en conseil, publiée sous forme abrégée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg et insérée dans quatre quotidiens publiés au Luxembourg, le projet de modification ponctuelle du programme directeur, élaboré par le ministre conformément à l'article 6, paragraphe 2, est transmis par voie électronique au Conseil supérieur qui dispose d'un délai de trois mois à compter de cette transmission pour émettre son avis.</p> <p>L'avis du Conseil supérieur, si celui-ci est parvenu au ministre dans le délai précité, est</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>(3) Sur proposition du ministre, le Gouvernement en conseil arrête la modification ponctuelle du programme directeur qui est publiée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.</p>		<p>joint au projet de modification ponctuelle. Le ministre propose au Gouvernement les suites à réserver audit avis et les modifications éventuelles du projet de modification ponctuelle.</p> <p>(3) Sur proposition du ministre, le Gouvernement en conseil arrête la modification ponctuelle du programme directeur qui est publiée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.</p>
<p>Art. 8. Mise en œuvre</p> <p>(1) Le programme directeur est rendu opérationnel, soit pour la totalité du territoire national, soit pour une partie déterminée seulement, par les plans directeurs sectoriels ou par les plans d'occupation du sol.</p> <p>(2) Le programme directeur oriente les démarches et les décisions du Gouvernement et des communes, y compris en matière d'élaboration des projets d'aménagement général, pour autant que sont appliquées les objectifs prévus à l'article 1^{er} ainsi que les dispositions visées à l'article 5, paragraphe 1.</p>	<p>Le Conseil d'Etat suggère de remplacer certains termes par d'autres termes. La Commission parlementaire fait siennes les observations formulées.</p>	<p>Art. 8. Mise en œuvre</p> <p>(1) Le programme directeur est rendu opérationnel, soit pour la totalité du territoire national, soit pour une partie déterminée seulement, par les plans directeurs sectoriels ou par les plans d'occupation du sol.</p> <p>(2) Le programme directeur oriente les démarches et les décisions du Gouvernement et des communes, y compris en matière d'élaboration des projets d'aménagement général, pour autant que sont <u>appliquées visés</u> les objectifs prévus à l'article 1^{er} ainsi que les dispositions <u>visées prévues</u> à l'article 5, paragraphe 1.</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
CHAPITRE 3 – PLANS DIRECTEURS SECTORIELS ET PLANS D'OCCUPATION DU SOL		CHAPITRE 3 – PLANS DIRECTEURS SECTORIELS ET PLANS D'OCCUPATION DU SOL
<p>Section 1^{re}. Plans directeurs sectoriels</p> <p>Art. 9. Définition</p> <p>(1) Le plan directeur sectoriel est un instrument d'aménagement du territoire, rendu obligatoire par règlement grand-ducal, contenant des prescriptions écrites qui peuvent être complétées par des prescriptions graphiques couvrant l'ensemble ou des parties déterminées du territoire national.</p> <p>(2) Le plan directeur sectoriel peut, par le biais de zones superposées, délimiter au niveau local ou intercommunal des parties déterminées du territoire national, qu'il définit à l'échelle 1 : 2.500. Les zones superposées peuvent soit soumettre les fonds concernés à des servitudes, soit emporter l'obligation pour les communes de conformer le plan d'aménagement général et</p>	<p>Le Conseil d'Etat propose de remplacer la formulation « niveau local et intercommunal » par « au niveau d'une ou de plusieurs communes » et de supprimer la référence à l'échelle 1 :2.500 alors que cette dernière doit se faire par rapport à la partie graphique.</p>	<p>Section 1^{re}. Plans directeurs sectoriels</p> <p>Art. 9. Définition</p> <p>(1) Le plan directeur sectoriel est un instrument d'aménagement du territoire, rendu obligatoire par règlement grand-ducal, contenant des prescriptions écrites qui peuvent être complétées par des prescriptions graphiques couvrant l'ensemble ou des parties déterminées du territoire national.</p> <p>(2) Le plan directeur sectoriel peut, par le biais de zones superposées, délimiter au niveau local ou intercommunal <u>d'une ou de plusieurs communes</u> des parties déterminées du territoire national, qu'il définit à l'échelle 1 : 2.500.</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>exceptionnellement le plan d'aménagement particulier aux prescriptions du plan directeur sectoriel.</p>	<p>Selon le Conseil d'Etat, le terme « exceptionnellement » risque d'être source d'insécurité juridique : il convient soit de supprimer l'adverbe, soit de préciser le cas d'exception dans le texte. La commission parlementaire opte pour la seconde solution en introduisant l'exception en question dans le corps du texte, qui est d'ailleurs déjà mentionnée à l'article 11, paragraphe 2, point 9.</p> <p>De plus, la Haute corporation ne voit pas comment la disposition de l'article 9, paragraphe 2, alinéa 2 s'articulera avec l'article 21, paragraphe 2, qui vise quant à lui les projets d'aménagement particulier. La commission parlementaire veille donc à harmoniser les deux textes en visant désormais les seuls projets de PAP qui n'ont pas encore été dûment approuvés.</p>	<p>Les zones superposées peuvent soit soumettre les fonds concernés à des servitudes, soit emporter l'obligation pour les communes de conformer le plan d'aménagement général et exceptionnellement le plan d'aménagement particulier aux prescriptions du plan directeur sectoriel.</p>
<p>Art. 10. Objectifs</p>		<p>Art. 10. Objectifs</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>Le plan directeur sectoriel coordonne dans un secteur donné les objectifs de l'article 1^{er}, paragraphe 2.</p> <p>Il a pour objectifs :</p> <p>1° d'éviter des utilisations du sol qui seraient contraires aux planifications d'intérêt général mises en œuvre dans le cadre des objectifs de l'article 1^{er}, paragraphe 2 ;</p> <p>2° d'inciter les communes à développer et à mettre en œuvre des stratégies intercommunales.</p>	<p>Le Conseil d'Etat suggère de remplacer les deux négations par une autre formulation « 1° déterminer des utilisations du sol conformes aux... »</p>	<p>Le plan directeur sectoriel coordonne dans un secteur donné les objectifs de l'article 1^{er}, paragraphe 2.</p> <p>Il a pour objectifs :</p> <p>1° de <u>déterminer</u> éviter des utilisations du sol <u>conformes</u> qui seraient contraires aux planifications d'intérêt général mises en œuvre dans le cadre des objectifs de l'article 1^{er}, paragraphe 2 ;</p> <p>2° d'inciter les communes à développer et à mettre en œuvre des stratégies intercommunales.</p>
<p>Art. 11. Contenu</p> <p>(1) Le plan directeur sectoriel :</p> <p>1° comprend une partie écrite qui peut être complétée par une partie graphique ;</p> <p>2° définit à l'échelle 1 : 2.500 la partie graphique du plan directeur sectoriel ;</p> <p>3° peut établir des zones superposées ;</p>	<p>Le Conseil d'Etat suggère de fusionner les deux premiers points « 1° comprend une partie écrite qui peut être complétée par une partie graphique définie à l'échelle 1 : 2.500 ».</p>	<p>Art. 11. Contenu</p> <p>(1) Le plan directeur sectoriel :</p> <p>1° comprend une partie écrite qui peut être complétée par une partie graphique <u>définie à l'échelle 1 : 2.500</u> ;</p> <p>2° définit à l'échelle 1 : 2.500 la partie graphique du plan directeur sectoriel ;</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>4° peut compléter le pictogramme de la légende-type correspondante, tel que prévu à l'article 9, paragraphe 1, alinéa 2, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et arrêté par règlement grand-ducal ;</p> <p>5° peut comprendre des prescriptions relatives au degré d'utilisation du sol, telles que prévues à l'article 9, paragraphe 1, alinéa 2, de la loi précitée du 19 juillet 2004 et arrêtées par règlement grand-ducal.</p> <p>(2) Le plan directeur sectoriel contient les catégories de prescriptions suivantes, pouvant :</p> <p>1° interdire ou restreindre la possibilité des communes de désigner ou de procéder à l'extension de zones urbanisées ou destinées à être urbanisées ;</p> <p>2° restreindre le choix des communes quant aux modes d'utilisation du sol à prévoir ;</p> <p>3° interdire la désignation ou l'extension de zones supplémentaires d'un mode d'utilisation donné ;</p> <p>4° prévoir le reclassement de zones affectées à un mode d'utilisation donné ;</p> <p>5° restreindre le choix des communes quant à la précision d'un mode d'utilisation du sol donné ;</p>	<p>Le Conseil d'Etat donne à considérer que les communes devront se référer à plusieurs règlements grand-ducaux pour établir leur PAG (en matière de légende-type) et estime par conséquent qu'il faudrait également songer à une modification du RGD du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général.</p> <p>Le Conseil d'Etat estime que le renvoi à la loi modifiée concernant l'aménagement communal et le développement urbain n'est pas utile alors que le projet de loi prévoit désormais l'élaboration d'un RGD « autonome » relatif à la partie écrite et à la partie graphique du PDS.</p> <p>Le Conseil d'Etat demande d'omettre la notion de « catégories de prescriptions » alors que les points qui suivent ne constituent pas à proprement parler des catégories de prescriptions.</p>	<p>23° peut établir des zones superposées ;</p> <p>4° peut compléter le pictogramme de la légende-type correspondante, tel que prévu à l'article 9, paragraphe 1, alinéa 2, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et arrêté par règlement grand-ducal ;</p> <p>35° peut comprendre des prescriptions relatives au degré d'utilisation du sol, telles que prévues à l'article 9, paragraphe 1, alinéa 2, de la loi précitée du 19 juillet 2004 et arrêtées par règlement grand-ducal.</p> <p>(2) Le plan directeur sectoriel <u>peut</u> contient les catégories de prescriptions suivantes, pouvant :</p> <p>1° interdire ou restreindre la possibilité des communes de désigner ou de procéder à l'extension de zones urbanisées ou destinées à être urbanisées ;</p> <p>2° restreindre le choix des communes quant aux modes d'utilisation du sol à prévoir ;</p> <p>3° interdire la désignation ou l'extension de zones supplémentaires d'un mode d'utilisation donné ;</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>6° grever des fonds d'une interdiction ou d'une restriction de bâtir des constructions, des ensembles de constructions ou des installations linéaires ;</p> <p>7° comprendre des prescriptions urbanistiques ;</p> <p>8° comprendre des prescriptions d'ordre organisationnel relatives à la gestion des zones affectées à un mode d'utilisation du sol donné ;</p> <p>9° imposer que, par exception à l'article 29, paragraphe 2, alinéa 4 de la loi précitée du 19 juillet 2004, chaque plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » qui exécute une zone destinée à être urbanisée affectée principalement ou accessoirement au logement et mise en œuvre dans le cadre d'une zone superposée découlant du plan directeur sectoriel « logement », doit dédier au moins 30% de la surface construite brute à la réalisation de logements à coût modéré, destinés d'une part à des personnes répondant aux conditions d'octroi des primes de construction ou d'acquisition prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement et d'autre part, à la location à des ménages à revenu modeste, à des familles nombreuses, à des personnes âgées, à des personnes handicapées ainsi qu'à des étudiants.</p> <p>(3) Un règlement grand-ducal, auquel doit se conformer le plan directeur sectoriel, précise le contenu de la partie écrite et graphique du plan en question, en spécifiant lesquelles des dispositions prises en exécution de l'article 9, paragraphe 1,</p>	<p>Le Conseil d'Etat suggère de remplacer la notion de « précision » par celle de « détermination ». Les auteurs ont cependant entendu restreindre le choix des communes non pas par rapport à la détermination d'un mode d'utilisation du sol donné mais bien par rapport à la précision d'un mode d'utilisation du sol donné, hypothèse envisagée aux articles 7 et 22 du RGD concernant le contenu du PAG (possibilité d'avoir recours à des zones spéciales, non spécifiquement prévues dans ledit RGD, dans le cadre desquelles les modes d'utilisation du sol peuvent être précisés en fonction des particularités et des caractéristiques du site).</p> <p>Le Conseil d'Etat suggère de remplacer le verbe « comprendre » par celui de « édicter ».</p>	<p>4° prévoir le reclassement de zones affectées à un mode d'utilisation donné ;</p> <p>5° restreindre le choix des communes quant à la <u>possibilité de préciser</u> erion d'un <u>les</u> modes d'utilisation du sol donné ;</p> <p>6° grever des fonds d'une interdiction ou d'une restriction de bâtir des constructions, des ensembles de constructions ou des installations linéaires ;</p> <p>7° comprendre <u>édicter</u> des prescriptions urbanistiques ;</p> <p>8° comprendre <u>édicter</u> des prescriptions d'ordre organisationnel relatives à la gestion des zones affectées à un mode d'utilisation du sol donné ;</p> <p>9° imposer que, par exception à l'article 29, paragraphe 2, alinéa 4 de la loi précitée du 19 juillet 2004, chaque plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » <u>qui prévoit d'une part un nombre de logements supérieur à 25 unités et qui exécute d'autre</u></p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>alinéa 2 de la loi précitée du 19 juillet 2004 lui sont applicables.</p>	<p>Le Conseil d'Etat conseille de supprimer la référence à un futur plan sectoriel « logement » et suggère la formulation reprise dans le texte ci-joint.</p> <p>Le Conseil d'Etat donne à considérer qu'en vertu de la Constitution, les règlements doivent être conformes aux normes qui leur sont « supérieures » : les auteurs des futurs PDS doivent donc de toute façon respecter les dispositions du RGD prévu au paragraphe 3.</p>	<p><u>part</u> une zone destinée à être urbanisée affectée principalement ou accessoirement au logement et mise en œuvre dans le cadre d'une zone superposée découlant d'un plan directeur sectoriel « logement » <u>tel que défini dans le cas prévu à l'article 1^{er}, paragraphe 2, points 20 et 21, doive dédié</u> au moins 30% de la surface construite brute :</p> <p><u>1°</u> à la réalisation de logements à coût modéré, destinés d'une part à des personnes répondant aux conditions d'octroi des primes de construction ou d'acquisition prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, <u>ou</u> :</p> <p><u>2°</u> à des logements locatifs visés par les articles 27 à 30ter de ladite loi précitée de 1979 et d'autre part, à la location à des ménages à revenu modeste, à des familles nombreuses, à des personnes âgées, à des personnes handicapées ainsi qu'à des étudiants.</p> <p>(3) Un règlement grand-ducal, auquel doit se conformer le plan directeur sectoriel, précise le contenu de la partie écrite et graphique du plan en question <u>en spécifiant lesquelles des dispositions prises en exécution de l'article 9, paragraphe 1, alinéa 2 de la loi précitée du 19 juillet 2004 lui sont applicables.</u></p>
<p>Art. 12. Procédure d'élaboration</p>	<p>Sans observations de la part du Conseil d'Etat.</p>	<p>Art. 12. Procédure d'élaboration</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>(1) Le projet de plan directeur sectoriel est élaboré sur proposition soit du ministre, soit du ou des ministres concernés par l'objet du plan directeur sectoriel visé. Le ministre procède à leur élaboration en collaboration avec des groupes de travail comprenant des représentants des ministères et administrations de l'État en associant, le cas échéant, tout autre acteur concerné par la politique sectorielle visée.</p> <p>(2) Sur décision du Gouvernement en conseil publiée sous forme abrégée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg et insérée dans quatre quotidiens publiés au Luxembourg, le projet de plan directeur sectoriel est transmis aux collèges des bourgmestre et échevins des communes territorialement concernées et au Conseil supérieur par voie électronique. Parallèlement à cette transmission, une lettre recommandée avec accusé de réception est envoyée aux collèges des bourgmestre et échevins des communes territorialement concernées afin de les informer de l'envoi du projet de plan directeur sectoriel par voie électronique.</p> <p>Les conseils communaux disposent d'un délai de quatre mois à compter de la réception de la lettre recommandée pour émettre leur avis.</p> <p>Le Conseil supérieur dispose d'un délai de quatre mois à compter de la transmission par voie électronique pour émettre son avis.</p> <p>Dans les quinze jours qui suivent la transmission du projet de plan directeur sectoriel, celui-ci est</p>		<p>(1) Le projet de plan directeur sectoriel est élaboré sur proposition soit du ministre, soit du ou des ministres concernés par l'objet du plan directeur sectoriel visé. Le ministre procède à leur élaboration en collaboration avec des groupes de travail comprenant des représentants des ministères et administrations de l'État en associant, le cas échéant, tout autre acteur concerné par la politique sectorielle visée.</p> <p>(2) Sur décision du Gouvernement en conseil publiée sous forme abrégée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg et insérée dans quatre quotidiens publiés au Luxembourg, le projet de plan directeur sectoriel est transmis aux collèges des bourgmestre et échevins des communes territorialement concernées et au Conseil supérieur par voie électronique. Parallèlement à cette transmission, une lettre recommandée avec accusé de réception est envoyée aux collèges des bourgmestre et échevins des communes territorialement concernées afin de les informer de l'envoi du projet de plan directeur sectoriel par voie électronique.</p> <p>Les conseils communaux disposent d'un délai de quatre mois à compter de la réception de la lettre recommandée pour émettre leur avis.</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>déposé pendant trente jours à la maison communale où les intéressés peuvent en prendre connaissance. Le dépôt est publié par voie d'affiches apposées dans les communes territorialement concernées de la manière usuelle ainsi que sur les sites internet desdites communes et du ministère ayant l'Aménagement du territoire dans ses compétences, portant invitation à prendre connaissance du dossier.</p> <p>En outre, le Gouvernement diffuse à deux reprises, et ce à une semaine d'intervalle, un avis de publication dans la presse précisant les délais de dépôt et la procédure à respecter par les intéressés.</p> <p>Parallèlement, le rapport sur les incidences environnementales élaboré conformément à la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement est publié sur support informatique par extrait dans au moins quatre quotidiens publiés au Luxembourg, conformément à l'article 7, paragraphe 1^{er} de cette même loi.</p> <p>(3) Le ministre doit tenir une ou des réunions d'information ensemble avec le ou les collègues des bourgmestre et échevins de la ou des communes territorialement concernées dans les trente jours suivant le dépôt public du projet de plan directeur sectoriel.</p> <p>La ou les réunions d'information peuvent être tenues conjointement avec les collèges des bourgmestre et échevins d'autres communes territorialement concernées.</p>		<p>Le Conseil supérieur dispose d'un délai de quatre mois à compter de la transmission par voie électronique pour émettre son avis.</p> <p>Dans les quinze jours qui suivent la transmission du projet de plan directeur sectoriel, celui-ci est déposé pendant trente jours à la maison communale où les intéressés peuvent en prendre connaissance. Le dépôt est publié par voie d'affiches apposées dans les communes territorialement concernées de la manière usuelle ainsi que sur les sites internet desdites communes et du ministère ayant l'Aménagement du territoire dans ses compétences, portant invitation à prendre connaissance du dossier.</p> <p>En outre, le Gouvernement diffuse à deux reprises, et ce à une semaine d'intervalle, un avis de publication dans la presse précisant les délais de dépôt et la procédure à respecter par les intéressés.</p> <p>Parallèlement, le rapport sur les incidences environnementales élaboré conformément à la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement est publié sur support informatique par extrait dans au moins quatre quotidiens publiés au Luxembourg, conformément à l'article 7, paragraphe 1^{er} de cette même loi.</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>La ou les réunions ont lieu en présence du ministre ou de son délégué ainsi que d'un membre au moins du ou des collèges des bourgmestre et échevins de la ou des communes territorialement concernées. La présence d'un membre au moins du ou des collèges des bourgmestre et échevins est obligatoire.</p> <p>Les collèges des bourgmestre et échevins y invitent la population de leur commune.</p> <p>(4) Les observations des intéressés concernant le projet de plan directeur sectoriel doivent, sous peine de forclusion, être présentées par écrit au collège des bourgmestre et échevins de la commune territorialement concernée dans les quarante-cinq jours à compter du dépôt public effectué conformément au paragraphe 2, alinéa 5. Le conseil communal établit un avis au sujet de ces observations.</p> <p>(5) Dans un délai de quatre mois à compter de la réception de la lettre mentionnée au paragraphe 2, le collège des bourgmestre et échevins transmet au ministre l'avis prévu au paragraphe 4, en y joignant la copie des observations écrites des intéressés.</p> <p>(6) Le ministre établit un rapport des avis qui dans le délai visé au paragraphe 2 sont parvenues de la part des communes consultées. Sur base de ce rapport ainsi que l'avis du Conseil supérieur, s'il est parvenu au ministre dans le délai précité, le ministre propose au Gouvernement les suites à réserver auxdits avis et les modifications éventuelles du projet de plan directeur sectoriel.</p> <p>(7) Après délibération du Gouvernement portant sur l'approbation définitive du plan directeur sectoriel, ce dernier est rendu obligatoire par règlement grand-ducal.</p>		<p>(3) Le ministre doit tenir une ou des réunions d'information ensemble avec le ou les collèges des bourgmestre et échevins de la ou des communes territorialement concernées dans les trente jours suivant le dépôt public du projet de plan directeur sectoriel.</p> <p>La ou les réunions d'information peuvent être tenues conjointement avec les collèges des bourgmestre et échevins d'autres communes territorialement concernées.</p> <p>La ou les réunions ont lieu en présence du ministre ou de son délégué ainsi que d'un membre au moins du ou des collèges des bourgmestre et échevins de la ou des communes territorialement concernées. La présence d'un membre au moins du ou des collèges des bourgmestre et échevins est obligatoire.</p> <p>Les collèges des bourgmestre et échevins y invitent la population de leur commune.</p> <p>(4) Les observations des intéressés concernant le projet de plan directeur sectoriel doivent, sous peine de forclusion, être présentées par écrit au collège des bourgmestre et échevins de la commune territorialement concernée dans les quarante-cinq jours à compter du dépôt public effectué conformément au paragraphe 2, alinéa 5.</p> <p>Le conseil communal établit un avis au sujet de ces observations.</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>(8) En cas de manquement des autorités communales aux formalités ou aux délais prévus au paragraphe 2, alinéas 3 et 5, au paragraphe 3, alinéas 3 et 4, au paragraphe 4, alinéa 2 et au paragraphe 5, le ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions nomme un ou plusieurs commissaires spéciaux, conformément aux dispositions de l'article 108 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.</p> <p>Les délais prévus au présent article prennent cours à partir du jour de la nomination du commissaire spécial.</p> <p>(9) La procédure prescrite pour l'élaboration des plans directeurs sectoriels est applicable aux modifications et abrogations. La procédure prévue au présent article peut se limiter aux communes territorialement concernées par les prescriptions faisant l'objet des modifications ou des abrogations.</p>		<p>(5) Dans un délai de quatre mois à compter de la réception de la lettre mentionnée au paragraphe 2, le collège des bourgmestre et échevins transmet au ministre l'avis prévu au paragraphe 4, en y joignant la copie des observations écrites des intéressés.</p> <p>(6) Le ministre établit un rapport des avis qui dans le délai visé au paragraphe 2 sont parvenues de la part des communes consultées. Sur base de ce rapport ainsi que l'avis du Conseil supérieur, s'il est parvenu au ministre dans le délai précité, le ministre propose au Gouvernement les suites à réserver auxdits avis et les modifications éventuelles du projet de plan directeur sectoriel.</p> <p>(7) Après délibération du Gouvernement portant sur l'approbation définitive du plan directeur sectoriel, ce dernier est rendu obligatoire par règlement grand-ducal.</p> <p>(8) En cas de manquement des autorités communales aux formalités ou aux délais prévus au paragraphe 2, alinéas 3 et 5, au paragraphe 3, alinéas 3 et 4, au paragraphe 4, alinéa 2 et au paragraphe 5, le ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions nomme un ou plusieurs commissaires spéciaux, conformément aux dispositions de l'article 108 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
		<p>Les délais prévus au présent article prennent cours à partir du jour de la nomination du commissaire spécial.</p> <p>(9) La procédure prescrite pour l'élaboration des plans directeurs sectoriels est applicable aux modifications et abrogations. La procédure prévue au présent article peut se limiter aux communes territorialement concernées par les prescriptions faisant l'objet des modifications ou des abrogations.</p>
<p>Art. 13. Procédure de modification ponctuelle</p> <p>(1) Les plans directeurs sectoriels peuvent être modifiés ponctuellement suivant la procédure simplifiée prévue au paragraphe 2. Sont considérées comme ponctuelles les modifications qui n'aggravent pas les servitudes existantes, ne grèvent pas les propriétés de nouvelles charges ou servitudes et ne restreignent pas autrement les droits de propriété.</p> <p>(2) Sur décision du Gouvernement en conseil publiée sous forme abrégée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg et insérée dans quatre quotidiens publiés au Luxembourg, le projet de modification ponctuelle est transmis aux collèges des bourgmestre et échevins des communes territorialement concernées et au Conseil supérieur par voie électronique.</p> <p>Parallèlement à cette transmission, une lettre recommandée avec accusé de réception est envoyée aux collèges des bourgmestre et échevins</p>	<p>Sans observations de la part du Conseil d'Etat.</p>	<p>Art. 13. Procédure de modification ponctuelle</p> <p>(1) Les plans directeurs sectoriels peuvent être modifiés ponctuellement suivant la procédure simplifiée prévue au paragraphe 2. Sont considérées comme ponctuelles les modifications qui n'aggravent pas les servitudes existantes, ne grèvent pas les propriétés de nouvelles charges ou servitudes et ne restreignent pas autrement les droits de propriété.</p> <p>(2) Sur décision du Gouvernement en conseil publiée sous forme abrégée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg et insérée dans quatre quotidiens publiés au Luxembourg, le projet de modification ponctuelle est transmis aux collèges des bourgmestre et échevins des communes territorialement concernées et au Conseil supérieur par voie électronique.</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>des communes territorialement concernées afin de les informer de l'envoi du projet de modification ponctuelle par voie électronique.</p> <p>Les conseils communaux disposent d'un délai de trois mois à compter de la réception de la lettre recommandée pour émettre leur avis.</p> <p>Le Conseil supérieur dispose d'un délai de trois mois à compter de la transmission par voie électronique pour émettre son avis.</p> <p>(3) Dans ce délai de trois mois, les collèges des bourgmestre et échevins des communes territorialement concernées transmettent au ministre l'avis du conseil communal relatif au projet de modification ponctuelle.</p> <p>(4) Le ministre établit un rapport des avis qui sont parvenus dans le délai précité de la part des communes consultées. Ce rapport ainsi que l'avis du Conseil supérieur, si celui-ci lui est parvenu dans le délai précité, sont joints au projet de modification ponctuelle d'un plan directeur sectoriel. Le ministre propose au Gouvernement les suites à réserver auxdits avis et les modifications éventuelles du projet de modification ponctuelle.</p> <p>(5) Après délibération du Gouvernement portant sur l'approbation définitive de la modification ponctuelle du plan directeur sectoriel, cette dernière est rendue obligatoire par règlement grand-ducal.</p>		<p>Parallèlement à cette transmission, une lettre recommandée avec accusé de réception est envoyée aux collèges des bourgmestre et échevins des communes territorialement concernées afin de les informer de l'envoi du projet de modification ponctuelle par voie électronique.</p> <p>Les conseils communaux disposent d'un délai de trois mois à compter de la réception de la lettre recommandée pour émettre leur avis.</p> <p>Le Conseil supérieur dispose d'un délai de trois mois à compter de la transmission par voie électronique pour émettre son avis.</p> <p>(3) Dans ce délai de trois mois, les collèges des bourgmestre et échevins des communes territorialement concernées transmettent au ministre l'avis du conseil communal relatif au projet de modification ponctuelle.</p> <p>(4) Le ministre établit un rapport des avis qui sont parvenus dans le délai précité de la part des communes consultées. Ce rapport ainsi que l'avis du Conseil supérieur, si celui-ci lui est parvenu dans le délai précité, sont joints au projet de modification ponctuelle d'un plan directeur sectoriel. Le ministre propose au Gouvernement les suites à réserver auxdits avis et les modifications éventuelles du projet de modification ponctuelle.</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
		(5) Après délibération du Gouvernement portant sur l'approbation définitive de la modification ponctuelle du plan directeur sectoriel, cette dernière est rendue obligatoire par règlement grand-ducal.
<p>Art. 14. Commission de suivi</p> <p>(1) Pour chaque plan directeur sectoriel il est institué une commission de suivi, ayant pour mission d'assurer le suivi de la mise en œuvre du plan et de proposer des modifications, le cas échéant, sur demande du collège des bourgmestre et échevins des communes territorialement concernées.</p> <p>(2) La composition, l'organisation, le fonctionnement ainsi que le détail des missions des commissions de suivi sont arrêtés par règlement grand-ducal.</p> <p>(3) La commission de suivi a pour mission de :</p> <p>1° guider les communes et les destinataires d'un plan directeur sectoriel dans l'application de ce dernier ;</p> <p>2° suivre l'évolution des besoins en surfaces de la politique sectorielle concernée et établir une base de données à l'aide d'un « système d'information géographique » (« SIG ») ;</p> <p>3° proposer des modifications, une mise à jour du plan ou autres mesures adéquates ;</p>	<p>Le Conseil d'Etat lève les oppositions formelles formulées à l'encontre du texte initial et estime que les autres modifications opérées n'appellent pas d'observation.</p>	<p>Art. 14. Commission de suivi</p> <p>(1) Pour chaque plan directeur sectoriel il est institué une commission de suivi, ayant pour mission d'assurer le suivi de la mise en œuvre du plan et de proposer des modifications, le cas échéant, sur demande du collège des bourgmestre et échevins des communes territorialement concernées.</p> <p>(2) La composition, l'organisation, le fonctionnement ainsi que le détail des missions des commissions de suivi sont arrêtés par règlement grand-ducal.</p> <p>(3) La commission de suivi a pour mission de :</p> <p>1° guider les communes et les destinataires d'un plan directeur sectoriel dans l'application de ce dernier ;</p> <p>2° suivre l'évolution des besoins en surfaces de la politique sectorielle concernée et établir une base de données à l'aide d'un « système d'information géographique » (« SIG ») ;</p> <p>3° proposer des modifications, une mise à jour du plan ou autres mesures adéquates ;</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>4° faire un rapport au moins tous les trois ans au ministre et aux ministres concernés par l'objet du plan.</p> <p>(4) Sur initiative d'une commission de suivi d'un plan directeur sectoriel, le ministre demande aux collèges des bourgmestre et échevins de lui fournir toute information qu'il juge utile aux fins d'assurer le suivi de la mise en œuvre du plan. Le règlement grand-ducal concernant la composition, l'organisation, le fonctionnement et le détail des missions des commissions de suivi, définit les informations pouvant être demandées aux fins d'assurer le suivi de la mise en œuvre du plan.</p>		<p>4° faire un rapport au moins tous les trois ans au ministre et aux ministres concernés par l'objet du plan.</p> <p>(4) Sur initiative d'une commission de suivi d'un plan directeur sectoriel, le ministre demande aux collèges des bourgmestre et échevins de lui fournir toute information qu'il juge utile aux fins d'assurer le suivi de la mise en œuvre du plan. Le règlement grand-ducal concernant la composition, l'organisation, le fonctionnement et le détail des missions des commissions de suivi, définit les informations pouvant être demandées aux fins d'assurer le suivi de la mise en œuvre du plan.</p>
<p>Section 2. Plans d'occupation du sol</p> <p>Art. 15. Définition</p> <p>Le plan d'occupation du sol est un instrument d'aménagement du territoire, rendu obligatoire par règlement grand-ducal, contenant un ensemble de prescriptions écrites et graphiques.</p> <p>Le plan d'occupation du sol délimite au niveau local ou intercommunal une partie déterminée du territoire national, qu'il définit à l'échelle 1 : 2.500 et qu'il divise en une ou plusieurs zones, dont il arrête le mode d'utilisation du sol et dont il exécute le cas échéant le mode d'utilisation du sol.</p>	<p>Le Conseil d'Etat suggère, à l'instar de ce qu'il a suggéré dans le cadre de l'article 9, paragraphe 2, de remplacer la formulation « niveau local et intercommunal » par « au niveau d'une ou de plusieurs communes » et de supprimer la référence à l'échelle 1 :2.500.</p>	<p>Section 2. Plans d'occupation du sol</p> <p>Art. 15. Définition</p> <p>Le plan d'occupation du sol est un instrument d'aménagement du territoire, rendu obligatoire par règlement grand-ducal, contenant un ensemble de prescriptions écrites et graphiques.</p> <p>Le plan d'occupation du sol délimite au niveau local ou intercommunal d'une ou de plusieurs communes une partie déterminée du territoire national, qu'il définit à l'échelle 1 : 2.500 et qu'il divise en une ou plusieurs zones, dont il arrête le mode d'utilisation du sol et dont il exécute le cas échéant le mode d'utilisation du sol.</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>Art. 16. Objectifs</p> <p>Le plan d'occupation du sol a pour objectifs :</p> <p>1° d'affecter, dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de l'article 1^{er}, paragraphes 2 et 3, des terrains à différents modes d'utilisations du sol ;</p> <p>2° de fixer les prescriptions nécessaires aux options de développement du ou des quartiers qu'il entend faire développer ou nécessaires à la viabilisation et à l'aménagement du ou des projets qu'il entend faire instaurer.</p>	<p>Le Conseil d'Etat suggère en outre d'intégrer les dispositions de l'article 18 à l'article 16.</p>	<p>Art. 16. Objectifs et relation avec le plan directeur sectoriel</p> <p>(1) Le plan d'occupation du sol a pour objectifs :</p> <p>1° d'affecter, dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de l'article 1^{er}, paragraphes 2 et 3, des terrains à différents modes d'utilisations du sol ;</p> <p>2° de fixer les prescriptions nécessaires aux options de développement du ou des quartiers qu'il entend faire développer ou nécessaires à la viabilisation et à l'aménagement du ou des projets qu'il entend faire instaurer.</p> <p>(2) Le plan d'occupation du sol peut toujours mettre en œuvre un plan directeur sectoriel. Il doit alors être conforme aux prescriptions du plan directeur sectoriel.</p> <p>Toutefois, l'existence préalable d'un plan directeur sectoriel n'est pas obligatoire à l'élaboration et à l'entrée en vigueur d'un plan d'occupation du sol.</p>
<p>Art. 17. Contenu</p>		<p>Art. 17. Contenu</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>(1) Le plan d'occupation du sol comprend une partie écrite et une partie graphique, qu'il définit à l'échelle 1 : 2.500.</p> <p>(2) Le plan d'occupation du sol contient les catégories de prescriptions suivantes, pouvant :</p> <p>1° arrêter pour la ou les zones qu'il établit le mode d'utilisation du sol et préciser, le cas échéant pour tout ou partie de ladite ou desdites zones, les prescriptions ayant trait au degré d'utilisation du sol conformément aux définitions et aux légendes-type correspondantes, telles que prévues à l'article 9, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et arrêtées par règlement grand-ducal ;</p> <p>2° comprendre le cas échéant un schéma directeur, élaboré tel que prévu à l'article 7, paragraphe 2, alinéa 4, point c), première phrase de la loi précitée du 19 juillet 2004 et arrêté par règlement grand-ducal ;</p> <p>3° fixer le cas échéant des règles d'urbanisme et de lotissement de terrain, telles que prévues à l'article 29, paragraphe 2, alinéas 1 et 2 de la loi précitée du 19 juillet 2004 et arrêtées par règlement grand-ducal ;</p> <p>4° prévoir le cas échéant une obligation d'élaborer un plan d'aménagement particulier pour la ou les zones qu'il établit ou une partie seulement de ces zones, conformément aux articles 25, 27, 28 et 29 de la loi précitée du 19 juillet 2004.</p>	<p>Le Conseil d'Etat, tout comme dans le cadre de l'article 11, paragraphe 2, demande d'omettre la notion de « catégories de prescriptions » alors que les points qui suivent ne constituent pas à proprement parler des catégories de prescriptions.</p> <p>Selon le Conseil d'Etat, la disposition de l'article 17, paragraphe 2, point 1, doit être précisée alors que le nouvel article 11, les légendes-types prévues dans le cadre du RGD concernant le contenu du plan d'aménagement général peuvent être complétées par le RGD prévu à l'article 11, paragraphe 3. Dès lors, un POS qui met en œuvre un PDS doit également se référer à son éventuelle légende-type complémentaire.</p> <p>Selon le Conseil d'Etat, le renvoi à la loi modifiée concernant l'aménagement communal et le développement urbain n'est pas nécessaire alors que le paragraphe 3 prévoit un RGD autonome relatif au contenu de la partie écrite et de la partie graphique du plan d'occupation du sol. Ceci vaut aussi bien pour le point 2°, que le point 3°.</p>	<p>(1) Le plan d'occupation du sol comprend une partie écrite et une partie graphique, qu'il définit à l'échelle 1 : 2.500.</p> <p>(2) Le plan d'occupation du sol contient les catégories de prescriptions suivantes, pouvant : <u>peut :</u></p> <p>1° arrêter pour la ou les zones qu'il établit le mode d'utilisation du sol et préciser, le cas échéant pour tout ou partie de ladite ou desdites zones, les prescriptions ayant trait au degré d'utilisation du sol conformément aux définitions et aux légendes-type correspondantes, telles que prévues à l'article 9, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et arrêtées par règlement grand-ducal ;</p> <p>2° comprendre le cas échéant un schéma directeur, élaboré tel que prévu à l'article 7,</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>(3) Un règlement grand-ducal, auquel doit se conformer le plan d'occupation du sol, précise le contenu de la partie écrite et graphique du plan en question, en spécifiant lesquelles des dispositions prises en exécution de l'article 7, paragraphe 2, alinéa 4, point c), première phrase de l'article 9, paragraphe 1, alinéa 2 et de l'article 29, paragraphe 2, alinéas 1 et 2 de la loi précitée du 19 juillet 2004 lui sont applicables.</p>	<p>Suite logique des observations formulées à l'égard de l'article 11, paragraphe 3.</p>	<p>paragraphe 2, alinéa 4, point c), première phrase de la loi précitée du 19 juillet 2004 et arrêté par règlement grand-ducal ;</p> <p>3° fixer le cas échéant des règles d'urbanisme et de lotissement de terrain, telles que prévues à l'article 29, paragraphe 2, alinéas 1 et 2 de la loi précitée du 19 juillet 2004 et arrêtées par règlement grand-ducal ;</p> <p>4° prévoir le cas échéant une obligation d'élaborer un plan d'aménagement particulier pour la ou les zones qu'il établit ou une partie seulement de ces zones, conformément aux articles 25, 27, 28 et 29 de la loi précitée du 19 juillet 2004.</p> <p>(3) Un règlement grand-ducal, auquel doit se conformer le plan d'occupation du sol, précise le contenu de la partie écrite et graphique du plan en question, en spécifiant lesquelles des dispositions prises en exécution de l'article 7, paragraphe 2, alinéa 4, point c), première phrase de l'article 9, paragraphe 1, alinéa 2 et de l'article 29, paragraphe 2, alinéas 1 et 2 de la loi précitée du 19 juillet 2004 lui sont applicables.</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>Art. 18. Relation avec le plan directeur sectoriel</p> <p>Le plan d'occupation du sol peut toujours mettre en œuvre un plan directeur sectoriel. Il doit alors être conforme aux prescriptions du plan directeur sectoriel.</p> <p>Toutefois, l'existence préalable d'un plan directeur sectoriel n'est pas obligatoire à l'élaboration et à l'entrée en vigueur d'un plan d'occupation du sol.</p>	<p>Suite logique de la remarque formulée par le Conseil d'Etat dans le cadre du nouvel article 16 par rapport à l'intégration des dispositions contenues à l'article 18 dans celles de l'article 16.</p>	<p>Art. 18. Relation avec le plan directeur sectoriel</p> <p>Le plan d'occupation du sol peut toujours mettre en œuvre un plan directeur sectoriel. Il doit alors être conforme aux prescriptions du plan directeur sectoriel.</p> <p>Toutefois, l'existence préalable d'un plan directeur sectoriel n'est pas obligatoire à l'élaboration et à l'entrée en vigueur d'un plan d'occupation du sol.</p>
<p>Art. 19. Procédure d'élaboration</p> <p>(1) Le projet de plan d'occupation du sol est élaboré sur proposition soit du ministre, soit du ou des ministres concernés par l'objet du plan d'occupation du sol visé. Le ministre procède à leur élaboration en collaboration avec des groupes de travail comprenant des représentants des ministères et administrations de l'État et en associant, le cas échéant, tout autre acteur concerné par l'objet du plan d'occupation du sol.</p> <p>(2) Sur décision du Gouvernement en conseil, publiée sous forme abrégée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg et insérée dans quatre quotidiens publiés au Luxembourg, le projet de plan d'occupation du sol est transmis par voie électronique aux collèges des bourgmestre et</p>	<p>Sans observations de la part du Conseil d'Etat.</p>	<p>Art. 189. Procédure d'élaboration</p> <p>(1) Le projet de plan d'occupation du sol est élaboré sur proposition soit du ministre, soit du ou des ministres concernés par l'objet du plan d'occupation du sol visé. Le ministre procède à leur élaboration en collaboration avec des groupes de travail comprenant des représentants des ministères et administrations de l'État et en associant, le cas échéant, tout autre acteur concerné par l'objet du plan d'occupation du sol.</p> <p>(2) Sur décision du Gouvernement en conseil, publiée sous forme abrégée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg et insérée dans quatre quotidiens publiés au Luxembourg, le projet de plan d'occupation du sol est transmis par</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>échevins des communes concernées et au Conseil supérieur.</p> <p>Parallèlement à cette transmission, une lettre recommandée avec accusé de réception est envoyée aux collèges des bourgmestre et échevins des communes territorialement concernées afin de les informer de l'envoi du projet de plan d'occupation du sol par voie électronique.</p> <p>Les conseils communaux disposent d'un délai de trois mois à compter de la réception de la lettre recommandée pour émettre leur avis.</p> <p>Le Conseil supérieur dispose d'un délai de trois mois à compter de la transmission par voie électronique pour émettre son avis.</p> <p>Dans les quinze jours qui suivent la transmission du projet de plan d'occupation du sol, celui-ci est déposé pendant trente jours à la maison communale où le public peut en prendre connaissance. Le dépôt est publié par voie d'affiches apposées dans la commune de la manière usuelle ainsi que sur les sites internet des communes territorialement concernées et du ministère ayant l'Aménagement du territoire dans ses compétences, portant invitation à prendre connaissance du dossier.</p> <p>En outre, le Gouvernement diffuse à deux reprises, et ce à une semaine d'intervalle, un avis de publication dans la presse précisant les délais de dépôt et la procédure à respecter par les intéressés.</p>		<p>voie électronique aux collèges des bourgmestre et échevins des communes concernées et au Conseil supérieur.</p> <p>Parallèlement à cette transmission, une lettre recommandée avec accusé de réception est envoyée aux collèges des bourgmestre et échevins des communes territorialement concernées afin de les informer de l'envoi du projet de plan d'occupation du sol par voie électronique.</p> <p>Les conseils communaux disposent d'un délai de trois mois à compter de la réception de la lettre recommandée pour émettre leur avis.</p> <p>Le Conseil supérieur dispose d'un délai de trois mois à compter de la transmission par voie électronique pour émettre son avis.</p> <p>Dans les quinze jours qui suivent la transmission du projet de plan d'occupation du sol, celui-ci est déposé pendant trente jours à la maison communale où le public peut en prendre connaissance. Le dépôt est publié par voie d'affiches apposées dans la commune de la manière usuelle ainsi que sur les sites internet des communes territorialement concernées et du ministère ayant l'Aménagement du territoire dans ses compétences, portant invitation à prendre connaissance du dossier.</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>Parallèlement, le rapport sur les incidences environnementales élaboré conformément à la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement est publié sur support informatique par extrait dans au moins quatre quotidiens publiés au Luxembourg, conformément à l'article 7, paragraphe 1^{er} de cette même loi.</p> <p>(3) Le ministre doit tenir une ou des réunions d'information ensemble avec le ou les collèges des bourgmestre et échevins de la ou des communes territorialement concernées dans les trente jours suivant le dépôt public du projet de plan d'occupation du sol.</p> <p>La ou les réunions d'information peuvent être tenues conjointement avec les collèges des bourgmestre et échevins d'autres communes territorialement concernées.</p> <p>La ou les réunions ont lieu en présence du ministre ou de son délégué ainsi que d'un membre au moins du ou des collèges des bourgmestre et échevins de la ou des communes territorialement concernées. La présence d'un membre au moins du ou des collèges des bourgmestre et échevins est obligatoire.</p> <p>Les collèges des bourgmestre et échevins y invitent la population de leur commune.</p> <p>(4) Les observations des intéressés concernant le projet de plan d'occupation du sol doivent, sous peine de forclusion, être présentées par écrit au</p>		<p>En outre, le Gouvernement diffuse à deux reprises, et ce à une semaine d'intervalle, un avis de publication dans la presse précisant les délais de dépôt et la procédure à respecter par les intéressés.</p> <p>Parallèlement, le rapport sur les incidences environnementales élaboré conformément à la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement est publié sur support informatique par extrait dans au moins quatre quotidiens publiés au Luxembourg, conformément à l'article 7, paragraphe 1^{er} de cette même loi.</p> <p>(3) Le ministre doit tenir une ou des réunions d'information ensemble avec le ou les collèges des bourgmestre et échevins de la ou des communes territorialement concernées dans les trente jours suivant le dépôt public du projet de plan d'occupation du sol.</p> <p>La ou les réunions d'information peuvent être tenues conjointement avec les collèges des bourgmestre et échevins d'autres communes territorialement concernées.</p> <p>La ou les réunions ont lieu en présence du ministre ou de son délégué ainsi que d'un membre au moins du ou des collèges des bourgmestre et échevins de la ou des communes territorialement concernées. La présence d'un membre au moins du ou des</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>collège des bourgmestre et échevins dans les quarante-cinq jours à compter du dépôt public effectué conformément au paragraphe 2, alinéa 5. Le conseil communal établit un avis au sujet de ces observations.</p> <p>(5) Dans un délai de trois mois, commençant à courir à partir du jour de la réception de la lettre recommandée mentionnée au paragraphe 2, alinéa 2, le collège des bourgmestre et échevins transmet au ministre l'avis prévu au paragraphe 4, en y joignant la copie des observations écrites des intéressés.</p> <p>(6) Le ministre établit un rapport des avis et observations écrites, qui dans le délai visé au paragraphe 2, sont parvenus de la part des communes consultées. Ce rapport ainsi que l'avis du Conseil supérieur, s'il est parvenu au ministre dans le délai précité, sont joints au projet de plan d'occupation du sol. Le ministre propose au Gouvernement les suites à réserver auxdits avis et observations et les modifications éventuelles du projet de plan d'occupation du sol.</p> <p>(7) Après délibération du Gouvernement portant sur l'approbation définitive du plan d'occupation du sol, ce dernier est rendu obligatoire par règlement grand-ducal.</p> <p>(8) En cas de manquement des autorités communales aux formalités ou aux délais prévus au paragraphe 2, alinéas 3 et 5, au paragraphe 3, alinéas 3 et 4, au paragraphe 4, alinéa 5 et au paragraphe 5, le ministre ayant l'Intérieur dans ses</p>		<p>collèges des bourgmestre et échevins est obligatoire.</p> <p>Les collèges des bourgmestre et échevins y invitent la population de leur commune.</p> <p>(4) Les observations des intéressés concernant le projet de plan d'occupation du sol doivent, sous peine de forclusion, être présentées par écrit au collège des bourgmestre et échevins dans les quarante-cinq jours à compter du dépôt public effectué conformément au paragraphe 2, alinéa 5. Le conseil communal établit un avis au sujet de ces observations.</p> <p>(5) Dans un délai de trois mois, commençant à courir à partir du jour de la réception de la lettre recommandée mentionnée au paragraphe 2, alinéa 2, le collège des bourgmestre et échevins transmet au ministre l'avis prévu au paragraphe 4, en y joignant la copie des observations écrites des intéressés.</p> <p>(6) Le ministre établit un rapport des avis et observations écrites, qui dans le délai visé au paragraphe 2, sont parvenus de la part des communes consultées. Ce rapport ainsi que l'avis du Conseil supérieur, s'il est parvenu au ministre dans le délai précité, sont joints au projet de plan d'occupation du sol. Le ministre propose au Gouvernement les suites à réserver auxdits avis et observations</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>attributions nomme un ou plusieurs commissaires spéciaux conformément aux dispositions de l'article 108 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.</p> <p>Les délais prévus au présent article prennent cours à partir du jour de la nomination du commissaire spécial.</p> <p>(9) La procédure prescrite pour l'élaboration des plans d'occupation du sol est applicable aux modifications et abrogations. La procédure prévue au présent article peut se limiter aux communes territorialement concernées par les prescriptions faisant l'objet des modifications ou des abrogations.</p>		<p>et les modifications éventuelles du projet de plan d'occupation du sol.</p> <p>(7) Après délibération du Gouvernement portant sur l'approbation définitive du plan d'occupation du sol, ce dernier est rendu obligatoire par règlement grand-ducal.</p> <p>(8) En cas de manquement des autorités communales aux formalités ou aux délais prévus au paragraphe 2, alinéas 3 et 5, au paragraphe 3, alinéas 3 et 4, au paragraphe 4, alinéa 5 et au paragraphe 5, le ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions nomme un ou plusieurs commissaires spéciaux conformément aux dispositions de l'article 108 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.</p> <p>Les délais prévus au présent article prennent cours à partir du jour de la nomination du commissaire spécial.</p> <p>(9) La procédure prescrite pour l'élaboration des plans d'occupation du sol est applicable aux modifications et abrogations. La procédure prévue au présent article peut se limiter aux communes territorialement concernées par les prescriptions faisant l'objet des modifications ou des abrogations.</p>
<p>Art. 20. Procédure de modification ponctuelle</p>	<p>Sans observations de la part du Conseil d'Etat.</p>	<p>Art. <u>1920</u>. Procédure de modification ponctuelle</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>(1) Les plans d'occupation du sol peuvent être modifiés ponctuellement suivant la procédure simplifiée prévue au paragraphe 2. Sont considérées comme ponctuelles les modifications qui n'aggravent pas les servitudes existantes, ne grèvent pas les propriétés de nouvelles charges ou servitudes et ne restreignent pas autrement les droits de propriété.</p> <p>(2) Sur décision du Gouvernement en conseil, publiée sous forme abrégée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg et insérée dans quatre quotidiens publiés au Luxembourg, le projet de modification ponctuelle du plan d'occupation du sol est transmis aux collèges des bourgmestre et échevins des communes territorialement concernées et au Conseil supérieur par voie électronique.</p> <p>Parallèlement à cette transmission, une lettre recommandée avec accusé de réception est envoyée aux collèges des bourgmestre et échevins des communes concernées afin de les informer de l'envoi du projet de modification d'un plan d'occupation du sol par voie électronique.</p> <p>Les conseils communaux disposent d'un délai de deux mois à compter de la réception de la lettre recommandée pour émettre leur avis.</p> <p>Le Conseil supérieur dispose d'un délai de deux mois à compter de la transmission par voie électronique pour émettre son avis.</p>		<p>(1) Les plans d'occupation du sol peuvent être modifiés ponctuellement suivant la procédure simplifiée prévue au paragraphe 2. Sont considérées comme ponctuelles les modifications qui n'aggravent pas les servitudes existantes, ne grèvent pas les propriétés de nouvelles charges ou servitudes et ne restreignent pas autrement les droits de propriété.</p> <p>(2) Sur décision du Gouvernement en conseil, publiée sous forme abrégée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg et insérée dans quatre quotidiens publiés au Luxembourg, le projet de modification ponctuelle du plan d'occupation du sol est transmis aux collèges des bourgmestre et échevins des communes territorialement concernées et au Conseil supérieur par voie électronique.</p> <p>Parallèlement à cette transmission, une lettre recommandée avec accusé de réception est envoyée aux collèges des bourgmestre et échevins des communes concernées afin de les informer de l'envoi du projet de modification d'un plan d'occupation du sol par voie électronique.</p> <p>Les conseils communaux disposent d'un délai de deux mois à compter de la réception de la lettre recommandée pour émettre leur avis.</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>(3) Dans ce délai de deux mois, les collèges des bourgmestre et échevins des communes concernées transmettent au ministre l'avis du conseil communal relatif au projet de modification ponctuelle du plan en question.</p> <p>(4) Le ministre établit un rapport des avis qui sont parvenus dans le délai précité de la part des communes consultées. Ce rapport ainsi que l'avis du Conseil supérieur, si celui-ci lui est parvenu dans le délai précité, sont joints au projet de modification ponctuelle du plan d'occupation du sol. Le ministre propose au Gouvernement les suites à réserver auxdits avis et les modifications éventuelles du projet de modification ponctuelle.</p> <p>(5) Après délibération du Gouvernement portant sur l'approbation définitive de la modification ponctuelle du plan d'occupation du sol, cette dernière est rendue obligatoire par règlement grand-ducal.</p>		<p>Le Conseil supérieur dispose d'un délai de deux mois à compter de la transmission par voie électronique pour émettre son avis.</p> <p>(3) Dans ce délai de deux mois, les collèges des bourgmestre et échevins des communes concernées transmettent au ministre l'avis du conseil communal relatif au projet de modification ponctuelle du plan en question.</p> <p>(4) Le ministre établit un rapport des avis qui sont parvenus dans le délai précité de la part des communes consultées. Ce rapport ainsi que l'avis du Conseil supérieur, si celui-ci lui est parvenu dans le délai précité, sont joints au projet de modification ponctuelle du plan d'occupation du sol. Le ministre propose au Gouvernement les suites à réserver auxdits avis et les modifications éventuelles du projet de modification ponctuelle.</p> <p>(5) Après délibération du Gouvernement portant sur l'approbation définitive de la modification ponctuelle du plan d'occupation du sol, cette dernière est rendue obligatoire par règlement grand-ducal.</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>Section 3. Effets du plan directeur sectoriel et du plan d'occupation du sol</p> <p>Art.21. Effets du plan directeur sectoriel</p> <p>(1) Dès l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal rendant obligatoire le plan directeur sectoriel, aucune autorisation de bâtir contraire aux prescriptions prévues par le plan directeur sectoriel ne peut être délivrée.</p> <p>Sont exceptées de cette interdiction les autorisations de bâtir à délivrer en application d'un plan d'aménagement particulier dûment approuvé avant l'entrée en vigueur du plan directeur sectoriel et les demandes d'autorisation de bâtir introduites avant cette entrée en vigueur.</p> <p>(2) Le règlement grand-ducal rendant obligatoire le plan directeur sectoriel peut comporter des zones qui se superposent de plein droit aux projets et</p>	<p>Le Conseil d'Etat suggère de préciser la formulation du deuxième alinéa et d'écrire « ...et les autorisations de bâtir dont la demande a été introduite avant cette entrée en vigueur ».</p>	<p>Section 3. Effets du plan directeur sectoriel et du plan d'occupation du sol</p> <p>Art.204. Effets du plan directeur sectoriel</p> <p>(1) Dès l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal rendant obligatoire le plan directeur sectoriel, aucune autorisation de bâtir contraire aux prescriptions prévues par le plan directeur sectoriel ne peut être délivrée.</p> <p>Sont exceptées<u>emptées</u> de cette interdiction les autorisations de bâtir à délivrer en application d'un plan d'aménagement particulier dûment approuvé avant l'entrée en vigueur du plan directeur sectoriel et les demandes d'autorisations de bâtir <u>dont la demande a été</u> introduites avant cette entrée en vigueur.</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>plans d'aménagement général et exceptionnellement aux projets d'aménagement particuliers qui n'ont pas encore été dûment approuvés avant l'entrée en vigueur du plan directeur sectoriel dans le cas spécifique prévu par l'article 11, paragraphe 2, point 9.</p> <p>(3) L'ensemble des prescriptions du plan directeur sectoriel sont applicables dès l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal rendant obligatoire le plan directeur sectoriel, précision faite que les prescriptions de la zone superposée dont mention à l'article 11, paragraphe 2, points 2 et 4 doivent faire l'objet d'une mise en œuvre par le plan d'aménagement général.</p> <p>La mise en œuvre des prescriptions précitées par le plan d'aménagement général pourra avoir lieu à l'occasion d'une refonte, d'une modification ou d'une mise à jour du plan d'aménagement général postérieure à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal rendant obligatoire le plan directeur sectoriel.</p> <p>La mise en œuvre des prescriptions précitées de la zone superposée peut également s'effectuer moyennant l'adoption d'un plan d'occupation du sol.</p> <p>(4) La mise en œuvre de la prescription de la zone superposée dont mention à l'article 11, paragraphe 2, point 9, par un plan d'aménagement particulier peut se faire dès l'entrée en vigueur du plan directeur sectoriel « logement », lorsque le plan d'aménagement particulier précise et exécute une</p>	<p>Le Conseil d'Etat constate qu'un PDS peut exceptionnellement comporter des zones qui se superposent de plein droit aux PAP dans le cas spécifique prévu à l'article 11, paragraphe 2, point 9. Le Conseil d'Etat suggère soit de supprimer le terme « exceptionnellement », soit de préciser les cas d'exception dans le corps du texte afin d'éviter tout risque d'arbitraire. La commission estime qu'étant donné qu'il n'existe qu'un seul cas de figure qui constitue une exception, il convient simplement de supprimer le terme « exceptionnellement ».</p> <p>Le Conseil d'Etat constate que les prescriptions de l'article 11, paragraphe 2, points 2 et 4 doivent faire l'objet d'une mise en œuvre par le PAG. Or, l'alinéa 3 du même article prévoit que la mise en œuvre peut également s'effectuer « moyennant l'adoption d'un plan d'occupation du sol ». Cet alinéa est incohérent par rapport à l'obligation de mettre en œuvre ces prescriptions par le biais du PAG. La commission reprend donc la formulation suggérée par la Haute corporation. Par conséquent, l'alinéa 3 est à supprimer.</p>	<p>(2) Le règlement grand-ducal rendant obligatoire le plan directeur sectoriel peut comporter des zones qui se superposent de plein droit aux projets et plans d'aménagement général et exceptionnellement aux projets d'aménagement particuliers qui n'ont pas encore été dûment approuvés avant l'entrée en vigueur du plan directeur sectoriel dans le cas spécifique prévu par l'article 11, paragraphe 2, point 9.</p> <p>(3) L'ensemble des prescriptions du plan directeur sectoriel sont applicables dès l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal rendant obligatoire le plan directeur sectoriel, précision faite que les prescriptions de la zone superposée dont mention à l'article 11, paragraphe 2, points 2 et 4 doivent faire l'objet d'une mise en œuvre par le plan d'aménagement général <u>ou moyennant l'adoption d'un plan d'occupation du sol</u>.</p> <p>La mise en œuvre des prescriptions précitées par le plan d'aménagement général pourra avoir lieu à l'occasion d'une refonte, d'une modification ou d'une mise à jour du plan d'aménagement général postérieure à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal rendant obligatoire le plan directeur sectoriel.</p> <p>La mise en œuvre des prescriptions précitées de la zone superposée peut également s'effectuer moyennant l'adoption d'un plan d'occupation du sol.</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>zone dont le mode d'utilisation du sol est admis par le plan directeur sectoriel « logement ».</p> <p>(5) Dans un délai de six mois à compter de la publication du règlement grand-ducal rendant obligatoire le plan directeur sectoriel au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, le collège des bourgmestre et échevins est tenu de produire et de communiquer au ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions à titre informatif une version adaptée des parties graphique et écrite du plan d'aménagement général de la commune reprenant les délimitations de la zone superposée prévues au paragraphe 1^{er}.</p> <p>(6) Toutefois, en cas de contradiction entre le plan directeur sectoriel et la version adaptée du plan d'aménagement général ou si la version adaptée du plan d'aménagement général à titre informatif n'a pas été communiquée, le plan directeur sectoriel prévaut.</p>	<p>Selon le Conseil d'Etat, toute référence au PDS « logement » est à supprimer.</p>	<p>(4) La mise en œuvre de la prescription de la zone superposée dont mention à l'article 11, paragraphe 2, point 9, par un <u>plan-projet d'aménagement particulier non encore dûment approuvé</u> peut se faire <u>dans le cas prévu à l'article 1^{er}, paragraphe 2, points 20 et 21, dès l'entrée en vigueur du plan directeur sectoriel « logement »</u>, lorsque le <u>plan-projet</u> d'aménagement particulier précise et exécute une zone dont le mode d'utilisation du sol est admis par le plan directeur sectoriel « logement ».</p> <p>(5) Dans un délai de six mois à compter de la publication du règlement grand-ducal rendant obligatoire le plan directeur sectoriel au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, le collège des bourgmestre et échevins est tenu de produire et de communiquer au ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions à titre informatif une version adaptée des parties graphique et écrite du plan d'aménagement général de la commune reprenant les délimitations de la zone superposée <u>du plan directeur sectoriel prévues au paragraphe 1^{er}</u>.</p> <p>(6) Toutefois, en cas de contradiction entre le plan directeur sectoriel et la version adaptée du plan d'aménagement général ou si la version adaptée du plan d'aménagement général à titre informatif n'a pas été communiquée, le plan directeur sectoriel prévaut.</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>Art. 22. Effets du plan d'occupation du sol</p> <p>(1) Le règlement grand-ducal rendant obligatoire le plan d'occupation du sol modifie de plein droit les projets et plans d'aménagement général ainsi que, le cas échéant, les projets et plans d'aménagement particulier qui couvrent les mêmes fonds.</p> <p>(2) Lorsque le règlement grand-ducal rendant obligatoire le plan d'occupation du sol comprend un schéma directeur tel que prévu par l'article 17, paragraphe 2, point 2, ce dernier modifie de plein droit le schéma directeur du projet ou plan d'aménagement général.</p> <p>Le schéma directeur du plan d'occupation du sol peut être adapté ou modifié par un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » à condition qu'une telle modification ou adaptation s'avère indispensable pour réaliser le plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », respectivement pour en améliorer la qualité urbanistique ainsi que la qualité d'intégration paysagère.</p> <p>(3) Dans un délai de six mois à compter de la publication du règlement grand-ducal rendant obligatoire le plan d'occupation du sol au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, le collège des bourgmestre et échevins est tenu de produire et de communiquer au ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions à titre informatif une version adaptée des parties graphique et écrite du plan d'aménagement général de la commune reprenant</p>	<p>Après avoir constaté que le schéma directeur peut sous certaines conditions, être adapté ou modifié par un PAP « nouveau quartier », le Conseil d'Etat souligne qu'un tel procédé reviendrait à permettre à un règlement pris par les autorités communales d'adapter ou de modifier une norme hiérarchiquement supérieure (soit : un règlement grand-ducal). Ceci contrevient au principe de la hiérarchie des normes, qui impose par ailleurs le parallélisme des formes. Le Conseil d'Etat demande donc, sous peine d'opposition formelle, de prévoir la procédure selon laquelle une telle adaptation ou modification, tout en</p>	<p>Art. 212. Effets du plan d'occupation du sol</p> <p>(1) Le règlement grand-ducal rendant obligatoire le plan d'occupation du sol modifie de plein droit les projets et plans d'aménagement général ainsi que, le cas échéant, les projets et plans d'aménagement particulier qui couvrent les mêmes fonds.</p> <p>(2) Lorsque le règlement grand-ducal rendant obligatoire le plan d'occupation du sol comprend un schéma directeur tel que prévu par l'article 17, paragraphe 2, point 2, ce dernier modifie de plein droit le schéma directeur du projet ou plan d'aménagement général.</p> <p>Le schéma directeur du plan d'occupation du sol peut être adapté ou modifié par un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » à condition qu'une telle modification ou adaptation s'avère indispensable pour réaliser le plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », respectivement pour en améliorer la qualité urbanistique ainsi que la qualité d'intégration paysagère.</p> <p>(3) Dans un délai de six mois à compter de la publication du règlement grand-ducal rendant obligatoire le plan d'occupation du sol au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, le collège des bourgmestre et</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>les modifications de plein droit prévues au paragraphe 1^{er} et, le cas échéant, au paragraphe 2.</p> <p>(4) Toutefois, en cas de contradiction entre le plan d'occupation du sol et la version adaptée du plan d'aménagement général, le plan d'occupation du sol prévaut.</p> <p>Le plan d'occupation du sol prévaut même lorsque la version adaptée du plan d'aménagement général n'a pas été communiquée endéans le délai imparti au paragraphe 3.</p>	<p>respectant le principe de la hiérarchie des normes.</p> <p>La commission parlementaire estime toutefois qu'au lieu de prévoir une procédure, qui devrait, entre autres, être initiée par des personnes privées (cf. à ce titre, l'art. 28, paragraphe 1^{er}, alinéa 2 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain), il est préférable de procéder à une modification du POS. Cette solution présente l'avantage d'être moins complexe et de garantir le respect du principe de la hiérarchie des normes.</p>	<p>échevins est tenu de produire et de communiquer au ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions à titre informatif une version adaptée des parties graphique et écrite du plan d'aménagement général de la commune reprenant les modifications de plein droit prévues au paragraphe 1^{er} et, le cas échéant, au paragraphe 2.</p> <p>(4) Toutefois, en cas de contradiction entre le plan d'occupation du sol et la version adaptée du plan d'aménagement général, le plan d'occupation du sol prévaut.</p> <p>Le plan d'occupation du sol prévaut même lorsque la version adaptée du plan d'aménagement général n'a pas été communiquée endéans le délai imparti au paragraphe 3.</p>
<p>Section 4. Dispositions communes au plan directeur sectoriel et au plan d'occupation du sol</p> <p>Art. 23. Mesures de publicité</p> <p>(1) Les actes et promesses de vente ou de location, ainsi que ceux ayant pour objet de transférer un droit réel immobilier, de même que les affiches, annonces et tout autre moyen de publicité relatif à de pareilles opérations concernant des terrains compris dans un plan directeur sectoriel ou un plan d'occupation du sol ou d'un projet de plan ayant fait l'objet d'une décision du Gouvernement en conseil</p>	<p>Sans observations de la part du Conseil d'Etat.</p>	<p>Section 4. Dispositions communes au plan directeur sectoriel et au plan d'occupation du sol</p> <p>Art. 223. Mesures de publicité</p> <p>(1) Les actes et promesses de vente ou de location, ainsi que ceux ayant pour objet de transférer un droit réel immobilier, de même que les affiches, annonces et tout autre moyen de publicité relatif à de pareilles opérations concernant des terrains compris dans un plan directeur sectoriel ou un plan d'occupation du sol ou d'un projet de plan</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>en vertu des articles 12, paragraphe 2 et 19, paragraphe 2 font mention de ces plans ou projets de plan et, le cas échéant, des servitudes provisoires prises en vertu de l'article 24. Ils spécifient succinctement les prescriptions touchant ou pouvant toucher ces fonds tel que prévues par les plans ou projets de plan. La mention sera fondée sur une attestation à délivrer par le ministre.</p> <p>(2) L'ensemble des plans directeurs sectoriels et plans d'occupation du sol font l'objet d'une publication sur le site internet du ministère ayant l'aménagement du territoire dans ses compétences et du site de l'Administration du cadastre et de la topographie.</p> <p>(3) En cas d'inobservation des dispositions qui précèdent, la nullité de l'acte de vente, de location ou de transfert d'un droit réel immobilier pourra être poursuivie à la requête de l'acquéreur, du locataire ou autre contractant lésé, ou à leur défaut, de la commune aux frais et dommages du vendeur et du notaire instrumentaire tenus solidairement, du bailleur ou autre contractant fautif, sans préjudice d'éventuelles réparations civiles.</p>		<p>ayant fait l'objet d'une décision du Gouvernement en conseil en vertu des articles 12, paragraphe 2 et 19, paragraphe 2 font mention de ces plans ou projets de plan et, le cas échéant, des servitudes provisoires prises en vertu de l'article 24. Ils spécifient succinctement les prescriptions touchant ou pouvant toucher ces fonds tel que prévues par les plans ou projets de plan. La mention sera fondée sur une attestation à délivrer par le ministre.</p> <p>(2) L'ensemble des plans directeurs sectoriels et plans d'occupation du sol font l'objet d'une publication sur le site internet du ministère ayant l'aménagement du territoire dans ses compétences et du site de l'Administration du cadastre et de la topographie.</p> <p>(3) En cas d'inobservation des dispositions qui précèdent, la nullité de l'acte de vente, de location ou de transfert d'un droit réel immobilier pourra être poursuivie à la requête de l'acquéreur, du locataire ou autre contractant lésé, ou à leur défaut, de la commune aux frais et dommages du vendeur et du notaire instrumentaire tenus solidairement, du bailleur ou autre contractant fautif, sans préjudice d'éventuelles réparations civiles.</p>
Art. 24. Servitudes provisoires	Sans observation de la part du Conseil d'Etat. La commission estime cependant	Art. 234. Servitudes provisoires

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>(1) Au cours des études ou travaux tendant à établir ou à modifier un plan directeur sectoriel ou un plan d'occupation du sol et jusqu'à ce qu'ils soient rendus obligatoires par règlement grand-ducal, il peut être décidé que toute initiative d'élaboration d'un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », tout morcellement de terrains, toute modification de limites de terrains en vue de l'affectation de ceux-ci à la construction et toute construction ou réparation confortative ainsi que tous travaux généralement quelconques, à l'exception des travaux de conservation et d'entretien, sont interdits en tant qu'ils seraient contraires au projet de plan.</p> <p>(2) Aucune autorisation de construire ne peut être délivrée si elle contrevient à la décision prévue au paragraphe 1^{er}.</p> <p>Sont exceptées de cette interdiction les autorisations de bâtir à délivrer en application d'un plan d'aménagement particulier dûment approuvé avant la notification prévue au paragraphe 3 et les demandes d'autorisation de bâtir introduites avant cette notification.</p> <p>(3) La décision prévue au paragraphe 1^{er} est prise par le ministre soit d'office, soit sur demande d'un conseil communal.</p> <p>Avant de prendre sa décision, le ministre informe le propriétaire concerné et, le cas échéant, tout autre titulaire d'un droit réel par lettre recommandée de la servitude projetée. Une copie du courrier est adressée au collègue des bourgmestre et échevins</p>	<p>que, tout comme cela est le cas dans la loi modifiée du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire, il revient au ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions de se prononcer quant à la conformité des travaux aux servitudes projetées ou établies par lui.</p>	<p>(1) Au cours des études ou travaux tendant à établir ou à modifier un plan directeur sectoriel ou un plan d'occupation du sol et jusqu'à ce qu'ils soient rendus obligatoires par règlement grand-ducal, <u>le ministre #peut être—décidé</u> que toute initiative d'élaboration d'un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », tout morcellement de terrains, toute modification de limites de terrains en vue de l'affectation de ceux-ci à la construction et toute construction ou réparation confortative ainsi que tous travaux généralement quelconques, à l'exception des travaux de conservation et d'entretien, sont interdits en tant qu'ils seraient contraires au projet de plan.</p> <p><u>(2) Le ministre décide si les travaux envisagés ou entrepris sont conformes aux servitudes visées au paragraphe 1^{er} ;</u></p> <p><u>(2) Aucune autorisation de construire ne peut être délivrée si elle contrevient à la décision prévue au paragraphe 1^{er}.</u></p> <p><u>Sont exceptées de cette interdiction les autorisations de bâtir à délivrer en application d'un plan d'aménagement particulier dûment approuvé avant la notification prévue au paragraphe 3 et les demandes d'autorisation de bâtir introduites avant cette notification.</u></p> <p><u>(3) Les décisions prévues aux paragraphes 1 et 2^{er} est-sont prises</u> par le ministre soit</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>de la commune sur le territoire de laquelle se trouve l'immeuble visé par la servitude provisoire.</p> <p>Le propriétaire et, le cas échéant, le titulaire d'un droit réel adressent au ministre ses observations éventuelles par écrit dans les quinze jours à dater de la notification mentionnée à l'alinéa 2. Dans le même délai, l'administration communale peut donner, par écrit, son avis.</p> <p>Après l'expiration du délai de quinze jours, le ministre décide de la mise en place de la servitude projetée. La décision est notifiée au propriétaire concerné et, le cas échéant, au titulaire d'un droit réel par lettre recommandée avec copie au collège des bourgmestre et échevins concerné.</p> <p>La décision du ministre est susceptible d'un recours devant le Tribunal administratif qui statue comme juge du fond. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans les quarante jours de sa notification.</p> <p>(4) La validité des décisions d'interdiction est limitée à une période de deux ans. Le ministre peut décider de les prolonger de deux années, sans que le total des interdictions ne dépasse quatre années. La décision de prolongation est prise et notifiée de la même manière que la décision initiale.</p> <p>(5) La décision d'interdiction devient caduque de plein droit au moment de l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal rendant obligatoire un plan directeur sectoriel ou un plan d'occupation du sol.</p>		<p>d'office, soit sur demande d'un conseil communal.</p> <p>Avant de prendre sa décision, le ministre informe le propriétaire concerné et, le cas échéant, tout autre titulaire d'un droit réel par lettre recommandée de la servitude projetée <u>ou de la conformité des travaux envisagés ou entrepris avec les servitudes projetées ou existantes visées au paragraphe 1^{er}.</u>—Une copie du courrier est adressée au collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle se trouve l'immeuble visé par la servitude provisoire.</p> <p>Le propriétaire et, le cas échéant, le titulaire d'un droit réel adressent au ministre ses<u>leurs</u> observations éventuelles par écrit dans les quinze jours à dater de la notification mentionnée à l'alinéa 2. Dans le même délai, l'administration communale peut donner, par écrit, son avis.</p> <p>Après l'expiration du délai de quinze jours, le ministre décide de la mise en place de la servitude projetée <u>ou de la conformité des travaux envisagés ou entrepris avec les servitudes projetées ou existantes visées au paragraphe 1^{er}.</u>— La décision est notifiée au propriétaire concerné et, le cas échéant, au titulaire d'un droit réel par lettre recommandée avec copie au collège des bourgmestre et échevins concerné.</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>(6) Avant l'expiration des périodes d'interdiction, la décision d'interdiction peut être levée en tout ou en partie par décision du ministre. Cette décision est prise et notifiée de la même manière que la décision d'interdiction initiale.</p>		<p>Les décisions du ministre sont susceptibles d'un recours devant le juge des référés Tribunal administratif qui statue comme juge du fond. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans les quarante jours de leur notification.</p> <p>(4) La validité de la décisions d'interdiction est limitée à une période de deux ans. Le ministre peut décider de les prolonger de deux années, sans que le total des l'interdictions ne dépasse quatre années. La décision de prolongation est prise et notifiée de la même manière que la décision initiale.</p> <p>(5) La décision d'interdiction devient caduque de plein droit au moment de l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal rendant obligatoire un plan directeur sectoriel ou un plan d'occupation du sol.</p> <p>(6) Avant l'expiration des périodes d'interdiction, la décision d'interdiction peut être levée en tout ou en partie par décision du ministre. Cette décision est prise et notifiée de la même manière que la décision d'interdiction initiale.</p>
<p>Art. 25. Expropriation</p> <p>(1) L'État et les communes territorialement compétentes sont autorisés à poursuivre l'acquisition et l'expropriation pour cause d'utilité publique des immeubles nécessaires à la</p>	<p>Vu les modifications apportées à l'article 25, le Conseil d'Etat est en mesure de lever son opposition formelle par rapport à l'article 22 du projet de loi initial.</p>	<p>Art. 245. Expropriation</p> <p>(1) L'État et les communes territorialement compétentes sont autorisés à poursuivre l'acquisition et l'expropriation pour cause d'utilité publique des immeubles nécessaires</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>réalisation des objectifs des plans directeurs sectoriels et des plans d'occupation du sol rendus obligatoires par règlement grand-ducal en vertu des articles 12 et 19.</p> <p>(2) L'expropriation est poursuivie sur base des dispositions de la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes.</p>		<p>à la réalisation des objectifs des plans directeurs sectoriels et des plans d'occupation du sol rendus obligatoires par règlement grand-ducal en vertu des articles 12 et 19.</p> <p>(2) L'expropriation est poursuivie sur base des dispositions de la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes.</p>
<p>Art. 26. Droit de préemption</p> <p>(1) Le règlement grand-ducal rendant obligatoire un plan directeur sectoriel ou un plan d'occupation du sol peut conférer un droit de préemption au profit de l'État, des syndicats de communes en charge de la gestion d'une zone découlant d'un plan directeur sectoriel ou d'un plan d'occupation du sol, ci-après désignés « les pouvoirs préemptant », en vue de la réalisation des objectifs de l'article 1^{er}, paragraphes 2 et 3.</p> <p>La partie écrite et la partie graphique des plans en question doivent indiquer dans une zone définie à l'échelle cadastrale, les terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption.</p> <p>(2) Le droit de préemption s'applique à toute aliénation à titre onéreux, en ce compris tout apport en société, des biens visés au paragraphe</p>	<p>Concernant l'opposition formelle se rapportant à la condition des « justifications d'intérêt général résultant de la loi » dans le cadre du droit de préemption, la précision des objectifs du projet de loi devrait résoudre cette problématique.</p> <p>Les autres modifications opérées n'appellent pas d'observation de la part du Conseil d'Etat et l'opposition formelle formulée à l'égard de la formulation « syndicats territorialement compétents » peut être levée.</p>	<p>Art. 256. Droit de préemption</p> <p>(1) Le règlement grand-ducal rendant obligatoire un plan directeur sectoriel ou un plan d'occupation du sol peut conférer un droit de préemption au profit de l'État, des syndicats de communes en charge de la gestion d'une zone découlant d'un plan directeur sectoriel ou d'un plan d'occupation du sol, ci-après désignés « les pouvoirs préemptant », en vue de la réalisation des objectifs de l'article 1^{er}, paragraphes 2 et 3.</p> <p>La partie écrite et la partie graphique des plans en question doivent indiquer dans une zone définie à l'échelle cadastrale, les terrains ou ensembles de terrains regroupés auxquels s'applique le droit de préemption.</p> <p>(2) Le droit de préemption s'applique à toute aliénation à titre onéreux, en ce compris tout</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>précédent. Est assimilée à l'aliénation d'un bien susvisé toute convention à titre onéreux opérant une mise à disposition et un transfert de propriété différé.</p> <p>(3) Les pouvoirs préemptant définis au paragraphe 1 sont prioritaires sur les titulaires d'un droit de préemption conventionnel. En cas de pluralité de pouvoirs préemptant, l'État est prioritaire sur la commune et la commune prioritaire sur le syndicat.</p> <p>(4) Ne tombent toutefois pas sous le champ d'application du présent article :</p> <p>1°les aliénations entre concubins ou partenaires légaux ; 2°les aliénations entre parents ou alliés en ligne directe ; 3°les aliénations entre parents ou alliés en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclus ; 4°les biens faisant l'objet d'une procédure d'expropriation ; 5°les biens du domaine privé de l'État et des communes ; 6°les aliénations faites à l'État et aux communes ; 7°les cessions de droits indivis et les opérations de partage ; 8°les ventes publiques ; 9°les échanges de terrains, avec ou sans soulte, en ce compris les opérations relevant du champ d'application de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux ; 10°les aliénations faites à et par des promoteurs publics au sens de l'article 16 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.</p>		<p>apport en société, des biens visés au paragraphe précédent. Est assimilée à l'aliénation d'un bien susvisé toute convention à titre onéreux opérant une mise à disposition et un transfert de propriété différé.</p> <p>(3) Les pouvoirs préemptant définis au paragraphe 1 sont prioritaires sur les titulaires d'un droit de préemption conventionnel. En cas de pluralité de pouvoirs préemptant, l'État est prioritaire sur la commune et la commune prioritaire sur le syndicat.</p> <p>(4) Ne tombent toutefois pas sous le champ d'application du présent article :</p> <p>1°les aliénations entre concubins ou partenaires légaux ; 2°les aliénations entre parents ou alliés en ligne directe ; 3°les aliénations entre parents ou alliés en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclus ; 4°les biens faisant l'objet d'une procédure d'expropriation ; 5°les biens du domaine privé de l'État et des communes ; 6°les aliénations faites à l'État et aux communes ; 7°les cessions de droits indivis et les opérations de partage ; 8°les ventes publiques ;</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>Ne sont en outre pas visées les ventes d'immeubles à construire prévues par les articles 1601-1 à 1601-14 du Code civil.</p> <p>(5) La réalisation d'une aliénation en violation des dispositions du présent article ouvre droit à une action en nullité au pouvoir préemptant lésé afin d'être déclaré judiciairement propriétaire en lieu et place de l'acquéreur aux prix et conditions stipulés dans l'acte annulé. Cette action se prescrit par deux ans à partir de la date d'enregistrement de l'acte d'aliénation du bien concerné.</p> <p>(6) Toute convention portant sur une aliénation visée au paragraphe 2 est irréfragablement réputée conclue sous condition suspensive de la renonciation à l'exercice du droit de préemption des pouvoirs préemptant.</p> <p>(7) Le notaire en charge notifie par envoi recommandé aux pouvoirs préemptant, une copie du projet d'acte d'aliénation, à moins qu'ils n'aient renoncé à l'exercice de leur droit de préemption. A défaut, le notaire est passible d'une des peines disciplinaires prévues par l'article 87 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat. Le notaire veillera à communiquer aux pouvoirs préemptant:</p> <p>1° l'identité et le domicile du propriétaire;</p> <p>2° un extrait cadastral récent relatif au bien aliéné, reprenant sa désignation cadastrale et sa superficie;</p>		<p>9°les échanges de terrains, avec ou sans soulte, en ce compris les opérations relevant du champ d'application de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux ;</p> <p>10°les aliénations faites à et par des promoteurs publics au sens de l'article 16 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.</p> <p>Ne sont en outre pas visées les ventes d'immeubles à construire prévues par les articles 1601-1 à 1601-14 du Code civil.</p> <p>(5) La réalisation d'une aliénation en violation des dispositions du présent article ouvre droit à une action en nullité au pouvoir préemptant lésé afin d'être déclaré judiciairement propriétaire en lieu et place de l'acquéreur aux prix et conditions stipulés dans l'acte annulé. Cette action se prescrit par deux ans à partir de la date d'enregistrement de l'acte d'aliénation du bien concerné.</p> <p>(6) Toute convention portant sur une aliénation visée au paragraphe 2 est irréfragablement réputée conclue sous condition suspensive de la renonciation à l'exercice du droit de préemption des pouvoirs préemptant.</p> <p>(7) Le notaire en charge notifie par envoi recommandé aux pouvoirs préemptant, une copie du projet d'acte d'aliénation, à moins</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>3° les droits réels et les droits personnels qui y sont attachés;</p> <p>4° la mention détaillée sinon une copie des éventuelles autorisations de bâtir ou des plans d'aménagement particulier couvrant le bien aliéné, ainsi que le classement de celui-ci dans le plan d'aménagement général de la commune concernée sur base d'un certificat délivré par cette dernière;</p> <p>5° l'indication du prix et des conditions de l'aliénation projetée;</p> <p>6° à défaut de prix, la valeur conventionnelle de la contre-prestation stipulée à charge de l'acquéreur.</p> <p>(8) Dans le mois de la notification effectuée en application du paragraphe 7, les pouvoirs préemptant délivrent un avis de réception du dossier de notification au notaire et lui précisent que le dossier est complet.</p> <p>A défaut de délivrer un avis de réception du dossier de notification au notaire dans le délai imparti, les pouvoirs préemptant sont réputés renoncer à l'exercice de leur droit de préemption.</p> <p>(9) Dans le mois suivant la confirmation de la réception du dossier, les pouvoirs préemptant informent le notaire de leur décision d'exercer leur droit de préemption aux prix et conditions mentionnés dans le dossier de notification, sinon à la valeur conventionnelle tel que visée au paragraphe 7, point 6°.</p> <p>Le silence du pouvoir préemptant territorialement compétent, dans le délai susmentionné vaut</p>		<p>qu'ils n'aient renoncé à l'exercice de leur droit de préemption.</p> <p>A défaut, le notaire est passible d'une des peines disciplinaires prévues par l'article 87 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat.</p> <p>Le notaire veillera à communiquer aux pouvoirs préemptant:</p> <p>1° l'identité et le domicile du propriétaire;</p> <p>2° un extrait cadastral récent relatif au bien aliéné, reprenant sa désignation cadastrale et sa superficie;</p> <p>3° les droits réels et les droits personnels qui y sont attachés;</p> <p>4° la mention détaillée sinon une copie des éventuelles autorisations de bâtir ou des plans d'aménagement particulier couvrant le bien aliéné, ainsi que le classement de celui-ci dans le plan d'aménagement général de la commune concernée sur base d'un certificat délivré par cette dernière;</p> <p>5° l'indication du prix et des conditions de l'aliénation projetée;</p> <p>6° à défaut de prix, la valeur conventionnelle de la contre-prestation stipulée à charge de l'acquéreur.</p> <p>(8) Dans le mois de la notification effectuée en application du paragraphe 7, les pouvoirs préemptant délivrent un avis de réception du dossier de notification au notaire et lui précisent que le dossier est complet.</p> <p>A défaut de délivrer un avis de réception du dossier de notification au notaire dans le</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>renonciation à l'exercice de leur droit de préemption.</p> <p>(10) Dans les trois mois de l'exercice du droit de préemption conformément au paragraphe 9, l'acte authentique est dressé par le notaire en charge. Dans l'hypothèse où le propriétaire cédant ne signe pas l'acte authentique requis, les pouvoirs préemptant sont en droit de demander judiciairement, l'exécution forcée de l'opération d'aliénation ou la condamnation du propriétaire cédant au paiement de dommages et intérêts.</p> <p>(11) Si la convention visée au paragraphe 6, ayant donné lieu à renonciation, de la part des pouvoirs préemptant, à l'exercice de son droit de préemption, doit être actée devant le notaire, entre les parties originaires, mais à un prix ou à des conditions autres que ceux ayant fait l'objet du dossier de notification transmis par le notaire au pouvoir préemptant, la nouvelle convention donne lieu à une nouvelle procédure de notification.</p> <p>Les dispositions du paragraphe 5 sont applicables en cas d'acte authentique dressé en violation des dispositions du présent paragraphe.</p>		<p>délai imparti, les pouvoirs préemptant sont réputés renoncer à l'exercice de leur droit de préemption.</p> <p>(9) Dans le mois suivant la confirmation de la réception du dossier, les pouvoirs préemptant informent le notaire de leur décision d'exercer leur droit de préemption aux prix et conditions mentionnés dans le dossier de notification, sinon à la valeur conventionnelle tel que visée au paragraphe 7, point 6°.</p> <p>Le silence du pouvoir préemptant territorialement compétent, dans le délai susmentionné vaut renonciation à l'exercice de leur droit de préemption.</p> <p>(10) Dans les trois mois de l'exercice du droit de préemption conformément au paragraphe 9, l'acte authentique est dressé par le notaire en charge. Dans l'hypothèse où le propriétaire cédant ne signe pas l'acte authentique requis, les pouvoirs préemptant sont en droit de demander judiciairement, l'exécution forcée de l'opération d'aliénation ou la condamnation du propriétaire cédant au paiement de dommages et intérêts.</p> <p>(11) Si la convention visée au paragraphe 6, ayant donné lieu à renonciation, de la part des pouvoirs préemptant, à l'exercice de son droit de préemption, doit être actée devant le notaire, entre les parties originaires, mais à</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
		<p>un prix ou à des conditions autres que ceux ayant fait l'objet du dossier de notification transmis par le notaire au pouvoir préemptant, la nouvelle convention donne lieu à une nouvelle procédure de notification.</p> <p>Les dispositions du paragraphe 5 sont applicables en cas d'acte authentique dressé en violation des dispositions du présent paragraphe.</p>
CHAPITRE 4– CONVENTIONS DE COOPÉRATION TERRITORIALE ETAT-COMMUNES		CHAPITRE 4– CONVENTIONS DE COOPÉRATION TERRITORIALE ETAT-COMMUNES
<p>Art. 27. Conventions de coopération territoriale Etat-communes</p> <p>Le ministre peut, suite à l'accord du Gouvernement en conseil, conclure des conventions de coopération territoriale État-communes avec plusieurs communes, avec des communes membres d'un parc naturel ou avec un syndicat de communes. Cette convention a pour objet d'inciter les communes à développer et à mettre en œuvre des stratégies intercommunales ou transfrontalières et de contribuer à la mise en œuvre des plans et programmes de l'aménagement du territoire.</p>	<p>Sans observations de la part du Conseil d'Etat.</p>	<p>Art. 267. Conventions de coopération territoriale Etat-communes</p> <p>Le ministre peut, suite à l'accord du Gouvernement en conseil, conclure des conventions de coopération territoriale État-communes avec plusieurs communes, avec des communes membres d'un parc naturel ou avec un syndicat de communes. Cette convention a pour objet d'inciter les communes à développer et à mettre en œuvre des stratégies intercommunales ou transfrontalières et de contribuer à la mise en œuvre des plans et programmes de l'aménagement du territoire.</p>
CHAPITRE 5– INDEMNISATION - SANCTIONS PENALES, SANCTIONS ET MESURES ADMINISTRATIVES		CHAPITRE 5– INDEMNISATION - SANCTIONS PENALES, SANCTIONS ET MESURES ADMINISTRATIVES

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>Art. 28. Indemnisation</p> <p>(1) Par dérogation au régime de droit commun, le droit de demander indemnisation en rapport avec les servitudes instituées en vertu des articles 11 et 17 est prescrit cinq ans après l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal rendant obligatoire le plan directeur sectoriel ou le plan d'occupation du sol qui les a créées.</p> <p>(2) Par dérogation au régime de droit commun, le droit de demander indemnisation en rapport avec les servitudes provisoires instituées en vertu de l'article 24 est prescrit cinq ans après la notification prévue à l'article 24, paragraphe 3.</p>	<p>Sans observations de la part du Conseil d'Etat.</p>	<p>Art. 278. Indemnisation</p> <p>(1) Par dérogation au régime de droit commun, le droit de demander indemnisation en rapport avec les servitudes instituées en vertu des articles 11 et 17 est prescrit cinq ans après l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal rendant obligatoire le plan directeur sectoriel ou le plan d'occupation du sol qui les a créées.</p> <p>(2) Par dérogation au régime de droit commun, le droit de demander indemnisation en rapport avec les servitudes provisoires instituées en vertu de l'article 24 est prescrit cinq ans après la notification prévue à l'article 24, paragraphe 3.</p>
<p>Art. 29. Sanctions pénales, sanctions et mesures administratives</p> <p>(1) L'inobservation des dispositions des plans rendus obligatoires en vertu de la présente loi, des décisions d'interdiction ou de prolongation d'interdiction prévues à l'article 24 ou des obligations de publicité prévues à l'article 23 est punie d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 251 à 125.000 euros ou d'une de ces peines seulement.</p> <p>(2) Le juge ordonne soit que les travaux entrepris soient rendus conformes, selon les cas, aux</p>		<p>Art. 289. Sanctions pénales, sanctions et mesures administratives</p> <p>(1) L'inobservation des dispositions des plans rendus obligatoires en vertu de la présente loi, des décisions d'interdiction ou de prolongation d'interdiction prévues à l'article 24 ou des obligations de publicité prévues à l'article 23 est punie d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 251 à 125.000 euros ou d'une de ces peines seulement.</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>dispositions des plans rendus obligatoires en vertu de la présente loi, soit que lesdits travaux soient supprimés et les lieux remis dans leur état antérieur dans le délai qu'il fixe à cette fin.</p> <p>(3) Les mesures ordonnées par le juge sont exécutées aux frais des contrevenants. Ces frais sont recouvrables par voie de contrainte comme en matière de contributions directes.</p> <p>(4) La commune et l'État, chacun en ce qui le concerne, peuvent se porter partie civile.</p> <p>(5) La violation des procédures prévues par l'article 6, paragraphe 4, l'article 12, paragraphe 2, alinéas 3 et 5, paragraphe 3, alinéas 3 et 4, paragraphe 4, alinéa 2 et paragraphe 5 et l'article 19, paragraphe 2, alinéas 3 et 5, paragraphe 3, alinéas 3 et 4, paragraphe 4, alinéa 2 et paragraphe 5 constitue une faute grave ou négligence grave au sens des articles 41 et 63 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.</p> <p>(6) Lorsque le bourgmestre a été saisi par l'État d'une demande d'autorisation de bâtir pour la réalisation d'un ouvrage d'intérêt général sur des fonds couverts par un plan d'occupation du sol et qu'aucune décision n'est intervenue dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande d'autorisation de bâtir, le ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions peut charger un ou plusieurs commissaires spéciaux en vue de remédier à l'omission du bourgmestre de se prononcer sur la conformité de la demande d'autorisation de bâtir au plan d'occupation du sol.</p>	<p>Comme le paragraphe 5 précise désormais les articles contenant les procédures dont le non-respect est sanctionnable, le Conseil d'Etat estime qu'il est possible de lever l'opposition formelle à l'endroit de l'article 27, paragraphe 5, du projet de loi initial.</p> <p>Le Conseil d'Etat suggère de remplacer la formulation « ouvrage d'intérêt général » par celle de « ouvrage à réaliser dans le cadre des paragraphes 2 et 3 de l'article 1^{er}. »</p>	<p>(2) Le juge ordonne soit que les travaux entrepris soient rendus conformes, selon les cas, aux dispositions des plans rendus obligatoires en vertu de la présente loi, soit que lesdits travaux soient supprimés et les lieux remis dans leur état antérieur dans le délai qu'il fixe à cette fin.</p> <p>(3) Les mesures ordonnées par le juge sont exécutées aux frais des contrevenants. Ces frais sont recouvrables par voie de contrainte comme en matière de contributions directes. <u>Les mesures ordonnées par le juge peuvent être assorties d'une astreinte dont il fixe le taux et la durée maximale. Cette astreinte court à partir du délai fixé pour le rétablissement des lieux jusqu'au jour où le jugement a été complètement exécuté.</u></p> <p>(4) La commune et l'État, chacun en ce qui le concerne, peuvent se porter partie civile.</p> <p>(5) La violation des procédures prévues par l'article 6, paragraphe 4, l'article 12, paragraphe 2, alinéas 3 et 5, paragraphe 3, alinéas 3 et 4, paragraphe 4, alinéa 2 et paragraphe 5 et l'article 19, paragraphe 2, alinéas 3 et 5, paragraphe 3, alinéas 3 et 4, paragraphe 4, alinéa 2 et paragraphe 5 constitue une faute grave ou négligence grave au sens des articles 41 et 63 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.</p> <p>(6) Lorsque le bourgmestre a été saisi par l'État d'une demande d'autorisation de bâtir</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>Après deux avertissements consécutifs envoyés sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception, le ministre de l'Intérieur charge un ou plusieurs commissaires spéciaux de se rendre sur les lieux aux frais personnels du bourgmestre en retard de satisfaire aux avertissements, à l'effet de se prononcer sur la conformité de la demande d'autorisation en question avec le plan d'occupation du sol et de délivrer, respectivement refuser, l'autorisation de bâtir sollicitée conformément à l'article 37 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Le ou les commissaires spéciaux ainsi nommés sont également en charge de l'exécution de l'autorisation de bâtir précitée.</p> <p>Sauf le cas d'urgence dûment constaté dans l'arrêté de nomination du commissaire spécial, ce dernier ne peut être envoyé qu'après l'expiration d'un délai de huit jours à partir de la réception du deuxième avertissement. Contre l'arrêté de nomination du commissaire spécial, un recours est ouvert devant le Tribunal administratif, qui statue comme juge du fond. Ce recours doit être introduit dans les dix jours à partir de la prise du prédict arrêté de nomination. Dans le même délai, copie du recours est notifiée à l'autorité qui a envoyé les avertissements prévus au présent article. A défaut de recours ou si celui-ci est rejeté, le recouvrement des frais exposés pourra être poursuivi comme en matière de contributions directes, sur l'exécutoire du ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions.</p>	<p>Le Conseil d'Etat estime que le ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions détient un pouvoir discrétionnaire important par rapport aux communes, au vu de la généralité des objectifs du projet de loi et suggère d'encadrer ce pouvoir en énumérant des critères. La commission estime cependant que de tels critères sont d'ores et déjà inclus dans le texte (fonds concernés notamment).</p> <p>La commission estime cependant que si un commissaire spécial venait à être nommé, ce dernier ne devrait pas seulement se prononcer sur la conformité de la demande d'autorisation avec le plan d'occupation du sol mais avec l'ensemble des dispositions applicables.</p>	<p>pour la réalisation d'un ouvrage <u>à réaliser dans le cadre des paragraphes 2 et 3 de l'article 1^{er} d'intérêt général</u> sur des fonds couverts par un plan d'occupation du sol et qu'aucune décision n'est intervenue dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande d'autorisation de bâtir, le ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions peut charger un ou plusieurs commissaires spéciaux en vue de remédier à l'omission du bourgmestre de se prononcer sur la conformité de la demande d'autorisation de bâtir <u>au plan d'occupation du sol par rapport aux dispositions d'urbanisme existantes</u>. Après deux avertissements consécutifs envoyés sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception, le ministre de l'Intérieur charge un ou plusieurs commissaires spéciaux de se rendre sur les lieux aux frais personnels du bourgmestre en retard de satisfaire aux avertissements, à l'effet de se prononcer sur la conformité de la demande d'autorisation en question avec <u>le plan d'occupation du sol les dispositions d'urbanisme existantes</u> et de délivrer, respectivement refuser, l'autorisation de bâtir sollicitée conformément à l'article 37 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Le ou les commissaires spéciaux ainsi nommés sont également en charge de l'exécution de l'autorisation de bâtir précitée.</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
		<p>Sauf le cas d'urgence dûment constaté dans l'arrêté de nomination du commissaire spécial, ce dernier ne peut être envoyé qu'après l'expiration d'un délai de huit jours à partir de la réception du deuxième avertissement. Contre l'arrêté de nomination du commissaire spécial, un recours est ouvert devant le Tribunal administratif, qui statue comme juge du fond. Ce recours doit être introduit dans les dix jours à partir de la prise du prédit arrêté de nomination. Dans le même délai, copie du recours est notifiée à l'autorité qui a envoyé les avertissements prévus au présent article. A défaut de recours ou si celui-ci est rejeté, le recouvrement des frais exposés pourra être poursuivi comme en matière de contributions directes, sur l'exécutoire du ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions.</p>
CHAPITRE 6 – DISPOSITIONS MODIFICATIVES		CHAPITRE 6 – DISPOSITIONS MODIFICATIVES
<p>Art. 30. Modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes</p> <p>A l'article 12 de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, l'alinéa 3 est remplacé par le texte suivant :</p> <p>« Les biens à exproprier sont estimés en prenant seule en considération la valeur du bien telle qu'elle</p>	<p>Sans observations de la part du Conseil d'Etat.</p>	<p>Art. 2930. Modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes</p> <p>A l'article 12 de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, l'alinéa 3 est remplacé par le texte suivant :</p> <p>« Les biens à exproprier sont estimés en prenant seule en considération la valeur du</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>était le jour avant la première publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit de la décision du Gouvernement en conseil prise en vertu de l'article 12, paragraphe 2 de la loi du [...] concernant l'aménagement du territoire ; - soit de la décision du Gouvernement en conseil prise en vertu de l'article 19, paragraphe 2 de la loi précitée du [...]. <p>Il est cependant tenu compte de l'évolution générale du prix des biens. »</p>		<p>bien telle qu'elle était le jour avant la première publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit de la décision du Gouvernement en conseil prise en vertu de l'article 12, paragraphe 2 de la loi du [...] concernant l'aménagement du territoire ; - soit de la décision du Gouvernement en conseil prise en vertu de l'article 19, paragraphe 2 de la loi précitée du [...]. <p>Il est cependant tenu compte de l'évolution générale du prix des biens. »</p>
<p>Art. 31. Modification de la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique</p> <p>A l'article 12<i>bis</i> de la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, l'alinéa 2 est remplacé par le texte suivant : « Les biens à exproprier sont estimés en prenant seule en considération la valeur du bien telle qu'elle était le jour avant la première publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit de la décision du Gouvernement en conseil prise en vertu de l'article 12, paragraphe 2 de la loi du [...] concernant l'aménagement du territoire ; - soit de la décision du Gouvernement en conseil prise en vertu de l'article 19, paragraphe 2 de la loi précitée du [...]. 	<p>Sans observations de la part du Conseil d'Etat.</p>	<p>Art. 301. Modification de la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique</p> <p>A l'article 12<i>bis</i> de la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, l'alinéa 2 est remplacé par le texte suivant : « Les biens à exproprier sont estimés en prenant seule en considération la valeur du bien telle qu'elle était le jour avant la première publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit de la décision du Gouvernement en conseil prise en vertu de l'article 12, paragraphe 2 de la loi du [...] concernant l'aménagement du territoire ;

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>Il est cependant tenu compte de l'évolution générale du prix des biens. »</p>		<p>- soit de la décision du Gouvernement en conseil prise en vertu de l'article 19, paragraphe 2 de la loi précitée du [...].</p> <p>Il est cependant tenu compte de l'évolution générale du prix des biens. »</p>
<p>Art. 32. Modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain</p> <p>(1) L'alinéa 1 de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain est remplacé par le texte suivant :</p> <p>« (1) On entend par aménagement communal l'organisation du territoire communal et des ressources énumérées au paragraphe 2 par des règles générales et permanentes. Cette organisation, en tenant compte des particularités propres aux diverses parties du territoire communal, est orientée par le programme directeur de l'aménagement du territoire ; elle reprend les dispositions et objectifs des règlements grand-ducaux rendant obligatoires les plans directeurs sectoriels et les plans d'occupation du sol conformément à la loi du [...] concernant l'aménagement du territoire lorsqu'une telle mesure s'avère nécessaire. » ;</p> <p>(2) L'alinéa 2 de l'article 18 de la loi précitée du 19 juillet 2004 est remplacé par le texte suivant : « Avant de statuer, le ministre vérifie la conformité et la compatibilité du projet de plan d'aménagement</p>	<p>La commission parlementaire avait omis d'étendre la modification entreprise dans</p>	<p>Art. 312. Modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain</p> <p>(1) L'alinéa 1 de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain est remplacé par le texte suivant :</p> <p>« (1) On entend par aménagement communal l'organisation du territoire communal et des ressources énumérées au paragraphe 2 par des règles générales et permanentes. Cette organisation, en tenant compte des particularités propres aux diverses parties du territoire communal, est orientée par le programme directeur de l'aménagement du territoire ; elle reprend les dispositions et objectifs des règlements grand-ducaux rendant obligatoires les plans directeurs sectoriels et les plans d'occupation du sol conformément à la loi du [...] concernant l'aménagement du territoire lorsqu'une telle mesure s'avère nécessaire. » ;</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>général avec les dispositions de la loi, et notamment les objectifs énoncés à l'article 2, avec ses règlements d'exécution ainsi qu'avec les plans rendus obligatoires en vertu de la loi précitée du [...] et avec les objectifs énoncés à l'article 1^{er} de la prédite loi. » ;</p> <p>(3) L'article 18<i>bis</i> la loi précitée du 19 juillet 2004 est abrogé ;</p> <p>(4) Le paragraphe 1^{er} de l'article 26 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain est remplacé par le texte suivant :</p> <p>«(1) Les plans d'aménagement particulier « nouveau quartier » et « quartier existant » ont pour objet de préciser et d'exécuter le plan d'aménagement général, à l'exception des terrains qui sont situés dans une zone verte au sens de l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et des terrains qui sont couverts d'un plan d'occupation du sol pour lesquels une obligation d'établir un plan d'aménagement particulier n'est pas requise. »</p>	<p>le cadre de l'article 18 de l'aménagement communal et du développement urbain à (décision du ministre de l'Intérieur d'approbation ou de rejet du projet d'aménagement général) à l'avis de la commission d'aménagement.</p>	<p><u>(2) L'alinéa 2 de l'article 11 de la loi précitée du 19 juillet 2004 est remplacé par le texte suivant :</u> <u>« La commission d'aménagement émet son avis quant à la conformité et la compatibilité du projet d'aménagement général avec les dispositions de la présente loi, et notamment avec les objectifs énoncés à l'article 2, avec ses règlements d'exécution ainsi qu'avec les plans rendus obligatoires en vertu de la loi précitée du [...] et avec les objectifs énoncés à l'article 1^{er} de la prédite loi. » ;</u></p> <p>(32) L'alinéa 2 de l'article 18 de la loi précitée du 19 juillet 2004 est remplacé par le texte suivant : « Avant de statuer, le ministre vérifie la conformité et la compatibilité du projet de plan d'aménagement général avec les dispositions de la loi, et notamment les objectifs énoncés à l'article 2, avec ses règlements d'exécution ainsi qu'avec les plans rendus obligatoires en vertu de la loi précitée du [...] et avec les objectifs énoncés à l'article 1^{er} de la prédite loi. » ;</p> <p>(43) L'article 18<i>bis</i> la loi précitée du 19 juillet 2004 est abrogé ;</p> <p>(54) Le paragraphe 1^{er} de l'article 26 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain est remplacé par le texte suivant :</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
		«(1) Les plans d'aménagement particulier « nouveau quartier » et « quartier existant » ont pour objet de préciser et d'exécuter le plan d'aménagement général, à l'exception des terrains qui sont situés dans une zone verte au sens de l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et des terrains qui sont couverts d'un plan d'occupation du sol pour lesquels une obligation d'établir un plan d'aménagement particulier n'est pas requise. »
CHAPITRE 7– DISPOSITIONS ABROGATOIRES, TRANSITOIRES ET INTITULÉ DE CITATION		CHAPITRE 7– DISPOSITIONS ABROGATOIRES, TRANSITOIRES ET INTITULÉ DE CITATION
Art. 33. Abrogation La loi modifiée du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire est abrogée.	Sans observations de la part du Conseil d'Etat.	Art. 323. Abrogation La loi modifiée du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire est abrogée.
Art. 34. Dispositions transitoires (1) Les plans directeurs sectoriels déclarés obligatoires sur base de la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire et les plans d'aménagement partiel déclarés obligatoires sur base de la loi du 20 mars 1974 concernant l'aménagement général du territoire, qui sont en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi continuent à produire leurs effets. S'ils sont modifiés ou abrogés, la procédure prescrite pour l'élaboration des plans directeurs sectoriels prévue par la présente loi est applicable.	Sans observations de la part du Conseil d'Etat. Néanmoins, en raison de la jurisprudence « Fischbach » de la Cour administrative du 13 juillet 2017 et afin de préciser les contours du PDAT tel que visé par la loi en projet, les dispositions transitoires doivent clairement indiquer que le PDAT, élaboré en 2003 sur base de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire, désormais abrogée, continue à s'appliquer. Cette indication permettra de faire en sorte que les PDS et POS à intervenir, puissent	Art. 334. Dispositions transitoires <u>(1) Le PDAT, approuvée par décision du Gouvernement en Conseil du 27 mars 2003, publiée au Mémorial le 25 juillet 2003 sur base de la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire, définit au sens de l'article 5 de la présente loi, la stratégie des programmations sectorielles ayant des répercussions sur le développement territorial et arrête les orientations, les objectifs politiques ainsi que les mesures du Gouvernement à prendre</u>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
<p>(2) Il en est de même pour les plans d'occupation du sol déclarés obligatoires sur base des lois modifiées du 21 mai 1999 et du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire ainsi que les plans d'aménagement globaux déclarés obligatoires sur base de la loi du 20 mars 1974 concernant l'aménagement général du territoire, qui sont en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi. S'ils sont modifiés ou abrogés, la procédure prescrite pour l'élaboration des plans d'occupation du sol prévue par la présente loi est applicable.</p> <p>(3) Les définitions des zones et, le cas échéant, la légende des cartes correspondantes, établis par les plans d'aménagement partiel et globaux élaborés sur base de la loi du 20 mars 1974 concernant l'aménagement général du territoire ainsi que des plans d'occupation du sol élaborés sur base des lois modifiées des 21 mai 1999 et 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire existantes au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi restent en vigueur, y compris en cas de modification desdits plans postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>	<p>rendre opérationnel le PDAT conformément à la loi en projet.</p>	<p>dans le cadre des objectifs de l'article 1^{er} de la présente loi, jusqu'à ce qu'un nouveau PDAT soit adopté de l'article 6 de la présente loi.</p> <p>(24) Les plans directeurs sectoriels déclarés obligatoires sur base de la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire et les plans d'aménagement partiel déclarés obligatoires sur base de la loi du 20 mars 1974 concernant l'aménagement général du territoire, qui sont en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi continuent à produire leurs effets. S'ils sont modifiés ou abrogés, la procédure prescrite pour l'élaboration des plans directeurs sectoriels prévue par la présente loi est applicable.</p> <p>(32) Il en est de même pour les plans d'occupation du sol déclarés obligatoires sur base des lois modifiées du 21 mai 1999 et du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire ainsi que les plans d'aménagement globaux déclarés obligatoires sur base de la loi du 20 mars 1974 concernant l'aménagement général du territoire, qui sont en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi. S'ils sont modifiés ou abrogés, la procédure prescrite pour l'élaboration des plans d'occupation du sol prévue par la présente loi est applicable.</p> <p>(43) Les définitions des zones et, le cas échéant, la légende des cartes</p>

Projet de loi n°7065	Avis complémentaire du Conseil d'Etat	Amendements parlementaires (texte coordonné)
		correspondantes, établis par les plans d'aménagement partiel et globaux élaborés sur base de la loi du 20 mars 1974 concernant l'aménagement général du territoire ainsi que des plans d'occupation du sol élaborés sur base des lois modifiées des 21 mai 1999 et 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire existantes au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi restent en vigueur, y compris en cas de modification desdits plans postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi.
<p>Art. 35. Intitulé de citation</p> <p>La référence à la présente loi se fait sous la forme suivante : « loi du [...] concernant l'aménagement du territoire ».</p>	<p>Sans observations de la part du Conseil d'Etat.</p>	<p>Art. 345. Intitulé de citation</p> <p>La référence à la présente loi se fait sous la forme suivante : « loi du [...] concernant l'aménagement du territoire ».</p>